

LES CAHIERS 18

SEPT # 2025

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | STRATÉGIES POUR LA RÉVOLUTION

CONTRE LEUR MARCHÉ

À LA GUERRE ET LE FASCISME

NOUS
SOMMES
TOUSTES



DES SECTEURS STRATÉGIQUES



ÉDITO

NOUS SOMMES TOU-TES DES SECTEURS STRATÉGIQUES

Les chutes des gouvernements formés par Michel Barnier (décembre 2024) et François Bayrou (septembre 2025) sont advenues dans des contextes politiques très similaires marqués notamment par l'incapacité de la classe dirigeante en France à gouverner grâce aux moyens actuels de la démocratie bourgeoise.

Mais alors que c'était la censure parlementaire par les fascistes du RN qui avait provoqué la chute du gouvernement Barnier, dans le cas de Bayrou c'est la menace d'un mouvement social d'ampleur le 10 septembre qui a poussé la classe dirigeante à le sacrifier dans l'espoir de couper l'herbe sous le pied de la mobilisation.

Un mouvement de classe, une classe en mouvement

Cette différence a des conséquences majeures quant aux possibilités ouvertes par la séquence politique qui démarre à partir de septembre 2025. L'appel à « tout bloquer » est d'abord apparu sur les réseaux sociaux puis est parvenu en quelques semaines à prendre une ampleur nationale en dehors de l'initiative et du contrôle des directions politiques, syndicales et associatives nationales. Ce qu'il faut noter en premier lieu à propos de ce mouvement c'est qu'il a très vite révélé son caractère de classe : C'est une révolte des pauvres contre les riches, de celles et ceux qui subissent les évolutions du capitalisme face à celles et ceux qui les mettent en œuvre.

Une partie importante de notre classe s'est emparée de l'appel à tout bloquer pour le discuter et l'organiser à travers des assemblées publiques dans plusieurs dizaines[1] de villes, villages ou quartiers. L'écho s'est aussi amplifié au fur-et-à-mesure avec les prises de position et appels à rejoindre le mouvement de tout un ensemble de formes collectives à travers lesquelles notre classe s'organise : Collectifs antiracistes et antifascistes, collectifs de sans-papiers et mineur-es isolé-es, collectifs de solidarité avec la Palestine, collectifs écologistes, féministes, LGBTQI+, sections syndicales, groupes politiques locaux, collectifs de quartier, associations, etc.

La question du pouvoir

Derrière l'appropriation et la prise en charge par toute une partie de notre classe d'un appel issu d'abord des réseaux sociaux, il faut voir une conséquence des expériences et des bilans qui ont été tirés des précédents mouvements sociaux : Face à une classe dirigeante de plus en plus déterminée, les solutions par en haut ne fonctionnent pas, les rapports de force institutionnels et les négociations, qu'elles soient politiques ou syndicales, ne mènent à rien, il faut donc une autre stratégie au mouvement.

Le mot d'ordre qui a été central dans la construction du 10 septembre est très offensif : tout bloquer ! Et c'est bien autour de cette question que les assemblées se

sont réunies et que les questions de stratégie se sont posées : tout bloquer, ok, mais comment on fait ? Cela affirme d'emblée la volonté non pas d'être de simples instances de représentation réduites à appliquer des consignes venues d'en haut ou à remonter des revendications, mais bien des endroits où notre classe prend les choses en main, où les décisions sont prises et les discussions de stratégie menées.

Pour s'ancrer dans le temps, comme pour se donner les moyens de gagner, il sera fondamental de développer ces assemblées, d'y maintenir ce niveau de discussions et de décisions, de faire de la participation du plus grand nombre une

Faire de la participation du plus grand nombre une boussole



boussole. Tout mouvement finit par se doter d'une direction, s'il ne se donne pas lui-même les moyens de l'organiser par en bas, elle viendra alors d'en haut. Le potentiel d'extension de ces modalités d'organisation est encore énorme quand on pense aux centaines de villes et villages impliquées dans les mouvements les plus massifs de ces dernières années : Mouvement des retraites 2023, révolte pour Nahel et contre les violences policières en 2023, manifestations antifascistes après la dissolution de l'assemblée nationale en été 2024, les manifestations à l'occasion de la journée internationale contre le racisme le 22 mars 2025, les mobilisations féministes du 8 mars et 25 novembre de ces dernières années.

Comment gagner ? Comment tout bloquer ?

Est-ce que pour gagner, il faut bloquer en premier lieu les flux (routes, ronds-points, entrées des villes) ou il faut faire la grève ? Est-ce que faire grève signifie se concentrer sur des secteurs stratégiques ou faut-il que nous fassions toutes grève ? Ces 2 questions ont traversé le mouvement dans ces premières semaines et c'est de la manière dont ces débats continueront d'être menés et de leur issue ainsi que des expériences et bilans qui en découleront que dépendra en partie la capacité de ce mouvement à s'ancrer dans la durée et à s'étendre.

Démarrer les discussions par la question des secteurs stratégiques, c'est déjà affirmer que certains secteurs le seraient et d'autres non, donc que la grève de certain-es travailleur-euses serait plus importante que la grève d'autres. Cela laisse à penser que ces secteurs seraient en réalité quasi décisifs à eux seuls pour l'emporter. Il faudrait alors trouver les secteurs ou flux qui touchent le plus au porte-monnaie de la bourgeoisie. Et puis alors quoi ? La classe dirigeante cédera bien quelques négociations ! C'est sous-estimer la classe dirigeante et prendre la question de la grève à l'envers en la réduisant à une simple expression du rapport de force actuel. En premier lieu la grève libre, permet de prendre conscience de notre pouvoir collectif, elle permet à notre classe de s'organiser et de développer la conscience en son propre pouvoir.

Et si l'objectif est bien la généralisation de la grève, ces assemblées de villes, villages ou quartiers deviennent les lieux idéales pour coordonner les piquets de grève et blocages, pour discuter de comment celles et ceux déjà en grève peuvent aller convaincre celles et ceux qui ne le sont pas, de soutenir les points forts de la grève et s'appuyer sur ces points forts pour convaincre ailleurs, pour se défendre face à la répression et aux fascistes, pour organiser les collages et diffusions de tracts, pour organiser la solidarité. Construire avec la conviction que chaque personne qui reprend confiance dans sa capacité à agir, chaque personne

qui s'organise est une personne qui renforce notre capacité collective à gagner et le faire à une échelle de masse. Cela ne signifie pas que la grève est le seul mode d'action, cela signifie que le mouvement considère la généralisation de la grève comme une des questions autour de laquelle on s'organise, on cherche comment agir.

Unité et solidarité

Ce sont sur ces bases-là de stratégies et de généralisation de la lutte que doivent être menées les débats sur la question de la lutte en solidarité avec la Palestine, de la lutte contre le racisme et en solidarité avec les migrant-es, contre le sexisme, la transphobie, contre toutes les oppressions qui s'attaquent à notre classe et détruisent les vies de nombre d'entre nous. Non pas comme des questions à côté de celles de la grève ou du blocage, mais comme des enjeux centraux dans l'extension du mouvement et de la grève autour desquels l'unité et la solidarité de classe peuvent se forger. La capacité du mouvement à prendre ces questions en charge à travers son auto-organisation et l'intervention des collectifs organisés sur des luttes spécifiques seront déterminantes.

Enfin, le mouvement qui s'annonce doit être aussi une occasion d'isoler et de faire reculer les fascistes : aussi bien leurs organisations les plus institutionnelles (RN, Reconquête, syndicats étudiants ou d'agriculteurs) que leurs militant-es et groupes de rue. Cela ne pourra se faire sans combiner la question de l'antiracisme (articulée avec celle de la grève comme discuté plus haut) avec les actions spécifiques pour empêcher aux fascistes toute apparition dans la rue. Cette question est également reliée à celle de la grève dans le sens où, partout où les fascistes apparaîtront forts, les capacités de généraliser la grève reculeront car ils peuvent incarner une autre stratégie à travers leurs partis forts dans les élections et institutions ou parce qu'ils peuvent faire reculer l'organisation du mouvement en l'attaquant physiquement. Cela nécessitera d'empêcher les apparitions de militant-es du RN et de Reconquête sur les marchés, de mener des réunions publiques, des meetings etc, de dissuader toute attaque contre des collages, des assemblées ou des piquets de grève, de démontrer une solidarité inconditionnelle et en acte face aux attaques racistes en direction des musulman-es, immigré-es, racisé-es.

Face à l'austérité, au racisme, au nationalisme, pour empêcher la guerre et le fascisme, nous sommes toutes concernées : seule notre classe peut briser la trajectoire du capital, soyons toutes et tous des acteur-rices du changement !

A2C

[1] <https://basta.media/10-septembre-ce-que-les-assemblees-generales-revelent-du-mouvement>

POURQUOI CETTE REVUE, POURQUOI CE SOMMAIRE ?

Dans chacune de nos luttes comme dans la remise en question globale de la société, nous avons besoin d'élaborer des stratégies pour gagner. Ni les livres, ni les expériences passées ne donnent des réponses clés en main pour aujourd'hui, mais ils sont des outils incontournables pour les obtenir. Cette revue est donc un espace pour rendre explicites et lisibles les analyses que les militant.es d'a2c élaborent, et qui les amènent à défendre certaines stratégies. La théorie est pour nous inséparable de l'action militante : elle doit s'élaborer à partir des expériences réelles de la lutte des classes, des débats qui s'y posent, comme elle se teste dans les pratiques et les propositions militantes qui en découlent.

Par exemple, dans le mouvement, certain.es argumentent sur le fait que le racisme a toujours existé, et qu'il est séparé du fonctionnement du capitalisme. D'autres qu'il a permis à la bourgeoisie d'acheter la classe ouvrière des pays esclavagistes, colonialistes et impérialistes grâce aux surprofits réalisés. Les luttes de classes (entre exploités et exploités.es) et les luttes antiracistes seraient donc des combats séparés, au mieux complémentaires. Nous avons voulu répondre à ces approches par une série d'articles : celui **"Racisme et Capitalisme"** revient sur l'apparition historiquement datée du racisme, liée aux intérêts de la bourgeoisie. L'article **"La classe ouvrière du Nord profite-t-elle de l'exploitation du Sud ?"** conteste l'argument selon lequel la domination des pays du Sud profiterait aux travailleur.es du Nord.

Parce que la théorie sert à guider nos actions, de ces approches découle selon nous la nécessité de penser et mener ensemble les ripostes aux attaques antisociales et nos combats antiracistes et internationalistes. Il existe des exemples inspirants de ce type, comme **"USA - La journée sans immigré.es"** qui retrace l'expérience de la grève des migrant.es en 2006 aux USA, ou **"Gaza : De la solidarité massive à la grève politique"** sur l'expérience de construction d'une grève en juin pour dénoncer le génocide à Gaza et la complicité de la France.

Le racisme et le nationalisme promus par la classe dirigeante sont également le ciment principal de construction des organisations fascistes, qui se présentent comme une alternative au pouvoir en crise de la bourgeoisie. Il nous a donc semblé important de revenir sur des débats du mouvement antifasciste : **"Le RN a-t-il renoncé à la violence ?"** revient sur la nature du RN, et **"Manifestation du 10 mai, quel bilan pour les stratégies antifascistes ?"** cherche à faire le bilan des réponses antifascistes différentes à la

manifestation de centaines de fascistes dans les rues de Paris le 10 mai. **"La stratégie du front uni"** nous étaye dans notre lutte pour la construction du rapport de force face aux fascistes.

Le mouvement de fond qui s'est cristallisé autour de la mobilisation **"On bloque tout !"** du 10 septembre montre les possibilités qui existent dans notre camp pour mener ces batailles de classe – antiracistes, antifascistes, internationalistes et pour la Palestine, pour notre classe. Parce qu'il s'organise à la base, dans des assemblées, en-dehors du cadre des organisations syndicales ou politiques, ses potentialités s'expriment pleinement. Mais alors, à quoi bon se syndiquer ? Un camarade fournit des arguments de réponse dans **"Quel syndicalisme pour organiser notre classe ?"**.

Enfin, si à a2c on parle de classe, c'est parce que nous nous reconnaissons comme marxistes et pensons que l'émancipation des travailleur.ses sera l'œuvre des travailleur.ses elles et eux-mêmes. À l'image de l'article **"Le validisme, pilier du capitalisme ?"** dans lequel l'analyse de la production du handicap dans la société capitaliste sert à préciser ce que doivent être les stratégies antivaldistes du mouvement qui se (re)construit.

Mais qu'entend-on par « classe(s) » ? En quoi le marxisme serait-il plus pertinent que d'autres grilles de lecture de la société ? Nous ouvrons une rubrique dans ce numéro avec la volonté de discuter et d'aborder les concepts de base du marxisme. Premier article : **"Pourquoi le marxisme ?"**.

Bonne lecture !

LE GROUPE REVUE.

USA LA JOURNÉE SANS IMMIGRÉ-ES L'EMPORTAIT



Nous publions ici la traduction d'un extrait de l'article¹ de Victor Fernandez, militant de Marx21 aux Etats-Unis. Nous avons fait la connaissance de ce militant révolutionnaire lors de notre Festival Boussoles en juin dernier. Depuis notre site, en flashant ci-dessous le QR code, allez revoir son intervention au sujet des révoltes de Los Angeles contre les rafles des sans-papiers. V. Fernandez revient ici sur la plus grande grève de l'Histoire des USA : la grève politique pour défendre les droits des sans-papiers le 1er mai 2006.

Pourquoi ai-je rejoint une organisation socialiste ?

Après quelques manifestations, un contact m'a invité à une réunion qui s'organisait contre HR4437. HR4437 était un projet de loi adopté par la Chambre des représentants [des Etats-Unis] qui faisait de tout migrant sans-papier ou de toute personne aidant un migrant sans-papier un criminel. Cette mesure criminalisait toute une partie de la population. Le plus stupéfiant, c'est que ce projet de loi était quasiment acquis et que personne, en dehors d'un petit groupe d'activistes, n'était au courant. Même lors de la réunion d'explication du projet de loi, celui-ci semblait si irréel et si lointain. C'est à ce moment que j'ai rencontré les membres de l'ISO [International Socialist Organization, aujourd'hui dissoute, ndlt]

Lors de la première réunion de l'ISO, j'ai été immédiatement plongée dans l'organisation des luttes de migrant-es. Je participais à l'organisation des manifestations de protestation et je

représentais l'organisation au sein de la coalition des droits des immigré-es nouvellement formée contre HR 4437. Je n'étais pas seul. Des organisateur-rices chevronné-es étaient là pour m'aider.

Militer contre le racisme

Nous sommes maintenant en 2006 et les groupes pro-immigration commencent à se regrouper autour de réunions hebdomadaires à Los Angeles. L'adoption de la loi HR4437 par la Chambre des représentants a donné lieu à un rassemblement de tous

les groupes luttant pour les droits des immigré-es. Cela semblait être un effort vain. La gauche s'est regroupée avec des groupes progressistes et des organisations à but non lucratif. L'objectif principal était d'organiser une manifestation massive contre la loi HR 4437. Il semblait ridicule de s'attendre à une grande participation.

Nous aurions été positivement surpris avec 10 000 personnes. Cela ressemblait à une dernière tentative exaspérée, presque délirante, de riposte. Cependant, nous ne nous sommes pas laissés abattre sans combattre.

La marche du 25 mars 2006

Les activistes de Chicago ont organisé leur manifestation quelques semaines avant la nôtre. Comme nous, ils voulaient manifester leur dégoût pour la loi HR4437. L'organisation a payé. Les DJ locaux hispanophones, qui ont une grande influence sur la communauté immigrée, ont répondu à l'appel. En fait, les différentes stations de radio se sont affrontées pour savoir laquelle d'entre elles pouvait rassembler le plus grand nombre de personnes. Cela a débouché sur une marche de 300 000 personnes à Chicago, deux semaines avant la nôtre. Cela a radicalement changé la donne.

On dirait qu'un poids a été enlevé et que tout est possible. Des années de frustration et de peur sont effacées et un espoir véritable se fait sentir. C'est réel. C'est ce qu'on a ressenti après la manif de Chicago. D'un coup, les gens qui nous regardaient comme des fous se sont montrés encore plus enthousiastes que nous. Les DJ des radios de Los Angeles ont répondu à l'appel et se sont mis à rivaliser pour voir qui pouvait rassembler le plus de monde. Lors de l'une des interviews des organisateurs du 25 mars, ils ont demandé de l'aide pour la sonorisation et ont donné le numéro de mon ami. Le lendemain, il avait reçu 300

appels de personnes prêtes à l'aider. Nous avons également trouvé un DJ qui avait de l'expérience dans la sonorisation de manifestations de masse au Salvador. Ensemble, nous avons divisé la liste et passé les appels.

Nous avions pour principe de systématiquement doubler le nombre de participant-es annoncé-es par la LAPD (Los Angeles Police Department). Le 25 mars 2006, ils ont estimé 500 000 participant-es. Dans nos groupes, nous pensions qu'il y avait entre un million et 1,5 million de personnes. La marche était prévue pour 10 heures à l'angle d'Olympic et de Broadway, à environ un kilomètre de l'hôtel de ville de Los Angeles. Il y avait tellement de monde que la marche a commencé tôt. Comme l'avaient demandé les DJs des radios, tout le monde était vêtu de blanc. Étant à l'avant de la marche pour les tâches d'organisation, nous n'avons vu qu'une mer de blanc se diriger vers nous.

La marche s'est transformée en un rassemblement à l'échelle du centre-ville, avec des gens qui rejoignaient et quittaient toute la journée. Le centre-ville était de fait fermé. Il s'agissait de la plus grande marche jamais organisée aux États-Unis. Lors de cette marche, les militants de Los Angeles ont appelé à une journée sans immigré-es pour le 1er mai.

Un 1er mai 2006 sans immigré-es

Ce jour-là, nous boycotterions toutes les entreprises et n'irions pas travailler. Nous démontrions le pouvoir des migrant-es par le biais de ce qui deviendra en fait une grève nationale et qui aura lieu le 1er mai, Journée internationale des travailleur-euses.

L'appel à la grève était un sujet dont de nombreux militant-es discutaient au niveau national. C'était une excellente idée, mais il était difficile de la concrétiser au sein de la population des migrant-es sans papier. Nombre d'entre nous craignaient d'être expulsé-es. Cependant, les images de millions de personnes dans les rues de toutes les villes américaines ont renforcé notre confiance. Alors que la plupart des manifestations étaient organisées par des personnes en situation régulière, en général des descendants ou parents de migrant-es sans papier, la journée sans migrant-es du 1er mai 2006 a placé les sans papier au centre de son organisation.

Avec une confiance renouvelée dans le fait qu'un mouvement et une population étaient derrière eux, les sans-papiers aux États-Unis ont commencé à s'auto-organiser pour le 1er mai. Les organisateur·rices se sont concentrés sur les rassemblements de ce jour-là, mais le cœur de l'organisation se trouvait parmi les personnes sur leurs lieux de travail, dans leurs écoles et dans leurs communautés.

L'appel avait été lancé et les gens l'ont repris de manière organique. Du 25 mars au 1er mai,

les réunions et les manifestations se sont succédé pour préparer la Journée sans migrant-es.

Au petit matin du 1er mai, mon amie activiste a reçu un appel d'un organisateur du quartier de la mode, connu sous le nom de "the alleys". Il s'agit d'un ensemble de petites rues ou ruelles du centre-ville de Los Angeles où l'on vend des vêtements et des articles à prix réduits et qui est très populaire auprès de la communauté immigrée pour faire ses courses et travailler. Les travailleur-euses de ces magasins ont fermé boutique. Ils s'emparaient de tous les produits exposés à l'extérieur des magasins, les transportaient à l'intérieur et fermaient leur propre lieu de travail. Les propriétaires ne pouvaient rien faire.

Il s'agit d'une lutte des Mexicain-es contre le racisme et l'oppression aux États-Unis ET d'une lutte de toutes les personnes qui émigrent ici et travaillent pour une vie meilleure, et elle doit

être soutenue par tous ceux qui travaillent pour une vie meilleure, qu'ils soient nés ici ou non.

Par conséquent, une grève nationale des migrant-es et de leurs sympathisant-es entraînerait la fermeture de tout le pays. C'est exactement ce qui s'est passé le 1er mai 2006. Le port de Los Angeles a été effectivement fermé lorsque 90% des camionneurs

ont refusé de se présenter. Ça a coûté à l'économie un milliard de dollars. Cargill, Tyson et Seaboard, tous producteurs de denrées alimentaires, ont dû interrompre une grande partie de leurs activités ce jour-là. Les chantiers de construction étaient vides. Les champs travaillés par les migrant-es, principalement dans des États comme la Californie et la Floride, ont été fermés. En outre, d'innombrables entreprises qui dépendaient de la main-d'œuvre et de la clientèle immigrée ont fermé leurs portes en signe de solidarité ou ont été contraintes de le faire en raison du manque de travailleur-euses et de client-es.

Il s'agissait, et il s'agit toujours, de la plus grande grève de l'histoire des États-Unis et elle a été incroyablement efficace. Quelques semaines après le 1er mai, grâce à la poursuite des manifestations et des actions et à un retournement général de l'opinion publique en faveur des migrant-es, le projet de loi HR4437 est mort au Sénat.

VICTOR FERNANDEZ (MARX 21. LOS ANGELES)

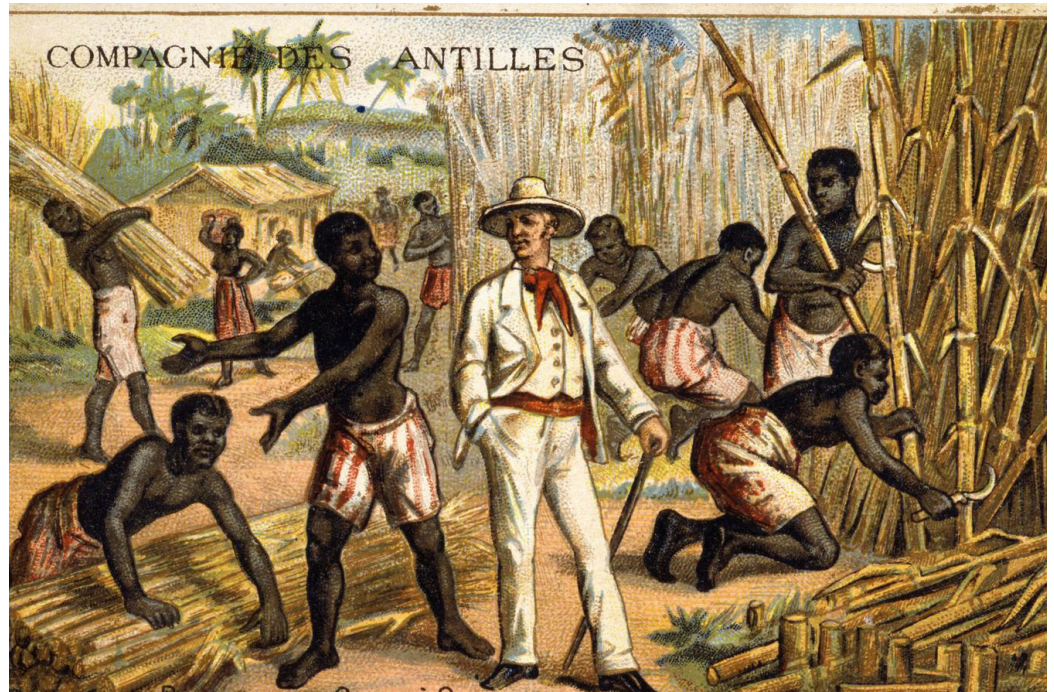
1 – La version complète de l'article est disponible en langue anglaise sur le site de Marx 21 "The day Immigrants won : part one", 04 avril 2025, <https://marx21us.org/2025/04/04/report-part-one/>



Intervention de Victor Fernandez à propos des insurrections contre les rafles organisées par Trump, lors de Boussoles, festival des idées révolutionnaires, organisé par a2c les 28 et 29 juin 2025

RACISME ET CAPITALISME

RACINES LIÉES, POUR UNE ARTICULATION SANS TRÊVE!



À la fin du Moyen Âge les classes dominantes généralisent la privatisation des terres communales. En Angleterre au 15^e et 16^e siècle, la campagne repose en grande partie sur les champs ouverts : cultures collectives, usage commun des bois, pâturages et marais etc. Chaque foyer paysan y dispose d'un accès garanti ce qui assure non seulement sa subsistance mais aussi une relative autonomie vis-à-vis des seigneurs.

L'émergence du capitalisme

Portés par l'essor du commerce textile européen et la demande de laine, grands propriétaires et bourgeoisie montante clôturent les terres communes, les transforment en pâturages à mouton et développent un élevage intensif tourné vers l'exportation. Ce basculement devient un moteur décisif des débuts du capitalisme anglais. Les enclosures prennent une telle ampleur que la Couronne est contrainte de légiférer pour les freiner et limiter le nombre de moutons, sans succès. Cela n'empêche pas des vagues massives d'expropriation. Les Enclosure Acts, votés par des Parlements dominés par les propriétaires terriens, imposent clôtures et redistribution au profit d'une minorité. Du 17^e au 19^e siècle, des milliers de lois privatisent des millions d'acres. Par endroits, jusqu'à 70 % des terres passent en quelques décennies de l'usage collectif à la propriété

privée exclusive [1]. Le paysage rural est radicalement reconfiguré : chemins fermés, haies dressées, communs amputés. Des centaines de milliers de paysan-ne-s sont expulsé-es, bientôt des millions avec l'extinction des droits d'usage. Arraché-es à leur moyen de subsistance, iels sont forcé-es de migrer vers les villes ou encore les grandes fermes. Iels y deviennent des travailleur-euses libres, au sens double - libre en droit, mais libre aussi de tout moyen de production, iels sont contraint-es de vendre leur force de travail pour survivre.

Pour contraindre les exproprié-es au travail, l'État accompagne l'expropriation d'un arsenal répressif (Vagabonds Acts, Poor Laws) qui criminalise errance, vagabondage, pauvreté et résistance. Le marché du travail n'apparaît pas de lui-même, il est construit par la privatisation des communaux, l'extinction des droits d'usage, la criminalisation du vagabondage et l'enfermement dans des workhouses (atelier-prison) jusqu'à faire de l'emploi une condition de survie. L'accumulation s'appuie sur l'exploitation de tou-te-s, y compris massivement d'enfants dès 6 ans dans les filatures, mines et manufactures ; journées de 14, 16, voire 18 heures. Malnutrition, maladies, mutilations et corps déformés sont la norme. Les salaires des enfants et des femmes servent de levier pour abaisser ceux des hommes. En fragmentant la classe ouvrière par âge, sexe, statut et nationalité (jusqu'aux afflux d'Irlandais-es fuyant famine et expropriation), les élites et l'État organisent la

concurrence entre prolétaires, brisent les solidarités et cherchent à enrôler les ouvrier-es anglais-es à des idées racistes.

Juin 1863, la presse londonienne titre « Mort par simple excès de travail », le Morning Star parle d'esclaves blancs, tandis que les pro-esclavagistes, The Times, le Standard relativisent l'esclavage des Noir.es «les esclavagistes nourrissent ...bien leurs esclaves, les font travailler modérément » (Le Capital, I, X.3). Dès l'industrialisation naissante, expropriation et exploitation font chuter l'espérance de vie ouvrière. Ce n'est ni lié au hasard, ni à la cruauté de quelques patrons, c'est la logique d'un système - course au profit, concurrence, allongement des journées, intensification des cadences, répression des résistances. Dans ce cadre, le-la travailleur-euse est libre en droit mais dépossédé-e : iel ne vend pas un produit, mais sa capacité à produire ; sa force de travail devient marchandise. La relation paraît libre parce que contractuelle, mais c'est le besoin vital qui oblige ; l'écart entre la valeur créée et le salaire alimente l'accumulation. Propriétaires, État et capitalistes agissent de concert : les premier-ères s'approprient la terre, la loi et la police en assurent l'installation et la pérennité, les capitalistes recrutent la main-d'œuvre dépossédée et la placent en concurrence permanente. Un vaste réservoir de travailleur-euse, l'« armée industrielle de réserve » [2] pèse sur les salaires, tandis que la division par âge, sexe et origine, bientôt par la couleur, fragmente le monde du travail et renforce la discipline. Cette architecture à la fois économique et institutionnelle pérennise l'exploitation d'une population et prépare l'articulation avec l'ordre colonial, où la racialisation devient un outil central de gestion du travail.

Le colonialisme et l'esclavage

L'autre pilier de l'accumulation primitive se joue hors d'Europe avec la conquête du Nouveau Monde, l'exploitation coloniale et la traite négrière. 1492 ouvre une ère de pillage systématique. Espagne et Portugal se partagent des territoires immenses, en quelques décennies des empires puissants sont écrasés. Des systèmes de travail forcé (mita, encomienda [3]) se généralisent dans les mines, chantiers et plantations, l'asservissement des peuples indigènes, combiné aux épidémies venues d'Europe, provoque des hécatombes. Des montagnes

d'argent et d'or affluent vers l'Europe, ces métaux, accumulés comme trésors, mais ne produisent rien d'eux-mêmes. Ils deviennent des leviers d'accumulation dès qu'ils sont saisis par des rapports capitalistes (banques, compagnies de commerce et d'assurance, dette publique, impôts) et insérés dans un système productif capable de convertir ce butin en capital. C'est l'articulation au travail exploité qui transforme le pillage en puissance économique. Cette conversion s'opère par leur insertion dans des chaînes de production et de circulation marchande fondées sur l'exploitation du travail et la mise en valeur du capital. Une fois pris dans ces circuits ces flux alimentent les caisses des États, grossissent les fonds des banques et financent l'essor des compagnies.

Ce n'est pas le pillage seul qui explique l'essor du capitalisme, l'exemple de l'Espagne et du Portugal l'éclaire. Gavés de métaux précieux, ils restent pourtant marqués par les hiérarchies des régimes féodaux où noblesse terrienne et Église dominant. L'argent colonial finance guerres et faste, loin de stimuler une industrialisation, ces pays importent des produits manufacturés de l'étranger. À l'inverse, l'Angleterre combine accumulation interne (expropriation, prolétarianisation) et accumulation externe (pillage, esclavage, commerce triangulaire) leur interaction donne l'élan décisif. Ce système relie l'extraction de matières premières coloniales (sucre, coton, tabac, café) aux manufactures anglaises (et plus largement européennes) où elles sont transformées par une main-d'œuvre prolétarisée, générant profit et accélération de l'accumulation. Séparément, ni le pillage ni la prolétarianisation n'auraient rendu possible l'émergence du capitalisme mais c'est leur combinaison qui fait basculer l'échelle. Sans expropriation interne, les richesses coloniales auraient été dissipées ; sans richesses coloniales, il aurait manqué l'accélérateur des matières premières. La quête systématique du profit place ainsi l'esclavage au cœur de l'accumulation mondiale et les plantations deviennent un enjeu central. C'est dans cette combinaison que le racisme va naître.

L'oppression raciste

Pour remplacer la main-d'œuvre indigène décimée les élites coloniales s'orientent d'abord vers l'Europe. Se déploie un marché de serviteurs-euses sous contrat (3-7 ans), de



condamné-e-s déporté-e-s, « rédempteurs », un trafic organisé de main d'œuvre européenne vers les colonies, surtout des plantations. Ce dispositif résout provisoirement le « problème du travail » colonial. En 1606, le député Bacon parle d'un « double avantage » : mettre les pauvres au travail, décharger la métropole des indésirables et peupler les colonies. Le recrutement mêle fraude, violence et enlèvements et quand la demande l'exige, workhouses et orphelinats sont vidés et la déportation pénale enfle rapidement.

Dans les plantations, les engagé-e-s blanc-hes et les captif-ves africain-es, alors minoritaires, travaillent côte à côte sous une discipline de fer : moulins, fourneaux, champs de canne, fouet. Mais lorsque le sucre devient l'axe de l'économie antillaise, profits élevés et demande européenne en plein essor, les planteurs, appuyés par les marchands capitalistes et les États, concentrent la terre, chassent les petits colons, les petits fermiers et installent des « usines à sucre » qui exigent des bras en permanence. La servitude blanche atteint vite ses limites, approvisionnement incertain et insuffisant, termes qui expirent, fuites difficiles à contenir ; une fois libéré-es, les engagé-es revendiquent salaire ou accès à la terre. Dès 1680, les planteurs invoquent des « preuves positives que l'Africain satisfait mieux aux nécessités » de la production : achat à vie et héréditaire, repérable à sa couleur de peau qui facilite le contrôle, calcul selon lequel « trois noirs travaillent mieux et moins cher qu'un homme blanc » [4]. Dès lors, l'esclavage africain s'impose comme la solution optimale du point de vue du profit.

Le commerce triangulaire s'institutionnalise, des navires partent d'Europe chargés de textiles, armes et alcools, troqués contre des captif-ves sur les côtes africaines ; la traversée vers les Amériques entasse, enchaîne et tue ; les survivant-e-s sont vendu-e-s aux plantations ; les bateaux repartent vers l'Europe chargés de sucre, coton, tabac, café. Le coton cultivé par les esclaves sous la contrainte alimente directement les filatures de Manchester, où des ouvrier-es, nombre de femmes et enfants, transforment la fibre brute en tissus vendus sur le marché mondial. Les profits sont réinvestis dans l'extension des usines, la modernisation des machines et l'expansion des plantations, entretenant la spirale de l'accumulation ; même logique pour le sucre, le café ou le tabac. Au total, 12 à 13 millions de personnes sont déportées d'Afrique vers les Amériques entre le 16^e et 19^e siècle.

Grâce à l'esclavage les plantations fournissent à la fois des gisements de matières premières à bas coût, des marchés pour les produits britanniques et des machines à profits immenses qui alimentent massivement l'industrialisation. Ces capitaux sont à leur tour réinvestis dans la flotte marchande, nouvelles méthode de fabrication, réseaux ferroviaires... L'esclavage est ainsi un pivot central de l'économie pour l'Angleterre qui s'affirme rapidement comme puissance impériale mondiale.

« [Le planteur] serait allé sur la lune, s'il le fallait, pour trouver une force de travail bon marché. L'Afrique était plus proche que la lune, plus proche aussi que les pays plus peuplés de l'Inde et de la Chine. Mais leur tour viendrait bientôt. » [4]

Avec l'essor du commerce triangulaire et des plantations, la demande de main-d'œuvre, capturée, déportée et surexploitée explose alors même que le monde des Lumières proclame l'égalité. Il devient indispensable de naturaliser l'inégalité, de présenter la domination non comme un rapport imposé mais comme l'ordre normal des choses.

La catégorie de « race » prend alors forme, elle hiérarchise l'humanité, assignant à une place fixe et permanente des groupes entiers, et transforme un rapport de force en différence naturelle. Pour entériner cette exclusion, on mobilise le religieux puis une pseudo-science chargés de la rationaliser.

Le racisme s'enracine et prend corps dans les institutions (lois, frontières, police, école), et ne se limite pas aux seules pratiques d'État, il se prolonge aussi dans un marché du travail à plusieurs vitesses (statuts, sans-papiers, précarités) qui sert à diviser et discipliner la classe ouvrière ; un levier que le patronat et les gouvernements exploitent pour tirer tout le monde vers le bas. D'où l'enjeu stratégique de s'attaquer à la reproduction institutionnelle et économique du racisme tout en construisant dans la lutte l'unité de la classe. L'unité ne procède par proclamations elle se construit dans l'action, dans les luttes communes pour exiger mêmes droits, mêmes salaires, régularisation de tous. Des revendications d'égalité des droits qui mettent en échec la stratégie patronale et tirent tout le monde vers le haut.

MERIEM (PARIS 20E)

1 – Chiffres : https://eprints.nottingham.ac.uk/12489/1/Tom%27s_Thesis_complete_%28sline%29.pdf

(p.158) Nearly 70% of Scawby parish was enclosed by parliamentary means in 1770-1 leaving about one thousand acres which had been enclosed by other means.

Mais le phénomène est plus vaste ça c'est les conséquences directes des lois parlementaires, mais si on y ajoute les enclosures non parlementaires c'est énorme.

(Archives Parlement UK) : <https://www.parliament.uk/about/living-heritage/transformingsociety/towncountry/landscape/overview/enclosingland/>

2 – Capital I., XXV, -3 Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve.

3 – Mita : corvée, travail forcé par roulement imposée aux communautés indigènes, système quasi-esclavagiste par les colons qui oblige chaque communauté à fournir continuellement des hommes pour les mines et autres travaux (hérité des autochtones mais réactivée et durcit par les colons)

Encomienda : attribution de terres et de populations indigènes à un colon (couronne espagnole), avec obligation théorique d'évangélisation mais pratique d'exploitation.

4 – E. Williams, Capitalisme et Esclavage. p.22-25

AUDIO DU
FESTIVAL
D'A2C SUR
LE SUJET





QUEL SYNDICALISME POUR ORGANISER NOTRE CLASSE ?

Les syndicats restent, malgré leurs faiblesses et contradictions, la principale force organisée de la classe des travailleuses et des travailleurs. Capables de mobilisations massives, ils se heurtent toutefois à des limites internes : bureaucratisation, orientation réformiste, refus d'encourager l'auto-organisation. Comment, dès lors, y intervenir pour faire avancer les perspectives révolutionnaires ?

Si l'on part de l'idée, actualisée, de Marx, que « l'émancipation des travailleurs et travailleuses sera l'œuvre des travailleurs et travailleuses elles et eux-mêmes », alors il faut être dans les syndicats et contribuer à les construire.

Les syndicats, principale force organisée de notre classe

Qui, en 2023, a mis des millions de salarié·es en grève et jusqu'à 3 millions de personnes dans la rue contre la réforme des retraites ? Les syndicats ! Qui, après la dissolution de l'Assemblée, a rassemblé 800 000 personnes contre le danger fasciste ? Encore les syndicats !

Malgré un recul historique de la syndicalisation – de 30-35 % au sortir de la Seconde Guerre mondiale à moins de 10 % aujourd'hui – les organisations syndicales regroupent encore près de 2 millions d'adhérent·es : la CGT et la CFDT revendiquent plus de 600 000 membres chacune, FO environ

380 000, et Solidaires, la FSU, l'UNSA, la CFE-CGC et la CFTC autour de 100 000 chacune.

La présence syndicale reste cependant très inégale : forte dans les transports, l'éducation ou l'automobile, très faible dans le commerce ou le tourisme, où la main-d'œuvre est souvent féminisée et racisée, et où les salaires et conditions de travail sont les plus dégradés. Mais même dans ces « déserts syndicaux », les luttes récentes – femmes de chambre de l'hôtel Ibis, travailleurs sans-papiers de Chronopost – ont montré que l'outil syndical peut devenir une arme dès que la volonté de se battre existe. Quand un conflit éclate, c'est vers les syndicats que l'on se tourne.

Les syndicats ne se contentent pas de mobiliser pour des manifestations : ils interviennent au cœur de l'exploitation, dans les entreprises et les secteurs d'activité pour faire respecter les droits des salariés. Ils organisent la grève, ce moment où on se libère momentanément de nos chaînes, ce moment où s'ouvre la possibilité de s'organiser collectivement et d'agir pour nous-même.

Malgré un faible taux de syndicalisation, la France conserve un niveau de grève parmi les plus élevés d'Europe (128 jours pour 1 000 salarié-es sur 2010-2019, contre 18 à 57 ailleurs). La quasi-totalité de ces grèves sont appelées par les syndicats. Les mouvements contre la réforme des retraites ont été parmi les plus massifs :

2010 : 364 jours/1 000 salarié-es, 3 millions de manifestant-es.

2019 : 161 jours/1 000, plus de 1,5 million de manifestant-es.

2023 : 171 jours/1 000, un mouvement de plus de 4 mois, 13 journées nationales de grève et de manifestation, parfois supérieures en nombre à 1995 et 2010. Ce dernier mouvement a vu des manifestations dans plus de 300 villes, des cortèges sauvages et un soutien de plus de 70% de la population. Il a créé une crise politique toujours en cours.

Cela ne veut pas dire que la lutte de classe, se résume au syndicalisme : le mouvement des Gilets jaunes ou la révolte des quartiers après l'assassinat de Nahel ont porté des luttes intenses contre l'exploitation et l'oppression en dehors des syndicats. Mais même dans ces deux situations, les syndicats ont eu un rôle très important – hélas en négatif – en condamnant les violences plutôt qu'en généralisant la lutte. Le syndicat est donc incontournable si on veut agir au sein de notre classe pour son émancipation.

Des stratégies qui mènent à la défaite.

Pourtant les syndicats nous mènent le plus souvent à la défaite comme on l'a vu lors des derniers mouvements.

Les syndicats sont fondamentalement des organisations qui négocient nos conditions d'exploitation dans le cadre du capitalisme, elles ne cherchent pas à briser l'exploitation. Les directions syndicales cherchent à s'asseoir le plus rapidement possible autour de la table de négociation pour tenter d'alléger ou de ne pas trop alourdir nos chaînes. Et ces directions pèsent de tout le poids de la bureaucratie.

La bureaucratie est inhérente au développement du syndicalisme de masse, parce qu'elle assure, par le permanentât ou les délégations, la continuité nécessaire au fonctionnement du syndicat par sa participation aux instances dites de négociation, hors des grands mouvements sociaux. Elle se trouve ainsi dans une position sociale particulière : ni patron, ni directement soumise aux conditions de travail qu'elle négocie. Pour garder leur rôle d'interlocuteurs, les directions doivent à la fois conserver la confiance des salarié-es et celle du patronat. Si les directions sont traversées par des clivages, si bien sûr on préfère les orientations de gauche à celles de droite, la bureaucratie dans son ensemble adopte néanmoins une position réformiste.

Le conclave pathétique sur les retraites a montré la capacité des syndicats dit « réformistes », CFDT en tête, à s'asseoir sur les revendications du mouvement, en acceptant les 64 ans. Mais qu'ont fait les autres syndicats dit « de transformation sociale » ? Rien de sérieux. Quelques appels pathétiques sans perspective en avril ou

mai dans la Fonction publique, un appel tout aussi pathétique de la CGT sur les retraites en juin. Alors qu'en décembre dernier la grève de la Fonction publique, particulièrement massive dans l'éducation, avait fait reculer le gouvernement Barnier sur les 3 jours de carences, à la veille de sa chute. Ils en tirent maintenant la conclusion que les salarié-es ne sont pas prêt-es à se battre !

De par leur positionnement réformiste, les directions voient fondamentalement les choses par en haut, non depuis l'auto-activité des millions de salarié-es en lutte mais depuis l'activité parlementaire et c'est pour cela qu'elles craignent par-dessus tout la crise politique. Pendant le mouvement des retraites, la stratégie intersyndicale a consisté à organiser un mouvement d'expression massif plutôt qu'une confrontation directe : calendrier calé sur le Parlement et le Conseil constitutionnel, mobilisation envisagée avant tout comme pression institutionnelle. Les directions n'ont jamais cherché à encourager l'auto-organisation et les AG de luttes, et la reconduction a été laissée au bon vouloir local sans impulsion militante forte.

Il y a une différence notable entre argumenter qu'il faut reconduire la grève, en déléguant à des militant-es pour relayer les appels pour convaincre et motiver des équipes et dire « faites comme vous le sentez » ! C'est pas qu'il ne le peuvent pas : quand il s'agit des élections professionnelles, les directions sollicitent de nombreux militant-es pour faire des rappels téléphoniques à tous les syndiqués pour les faire voter ; on n'a jamais vu cela pour une grève. C'est qu'il ne le veulent pas !

Et il y a bien pire. Quand la mobilisation devient générale et radicale, quand des pans massifs du salariat commencent à se poser la question de rompre les chaînes de l'exploitation plutôt que d'en négocier le poids, alors les bureaucraties mettent toute leur énergie pour stopper la grève comme en juin 36 et en mai 68.

Construire un syndicalisme par en bas

Pour dépasser cette contradiction, il faut chercher à construire l'activité syndicale à la base contre la nature même du syndicat : pas en tant qu'outil de négociation mais en tant qu'outil qui permet l'auto-organisation et l'auto-activité des travailleur-ses. Il faut organiser les grèves non pas en tant que lutte économique mais en tant que lutte politique.

Ce que craignent les patrons dans une grève ce n'est pas tant l'impact économique sur leurs profits – ils ont beaucoup en réserve, c'est la perte de contrôle, parce que le mouvement prend un caractère politique en remettant en cause leur pouvoir sur la production.

Ainsi quand les patrons d'une boîte annoncent une fermeture ou des suppressions de postes, l'enjeu n'est pas de négocier pour limiter la casse, ou obtenir des meilleurs conditions de licenciement, mais de refuser en bloc tous les arguments financiers pour justifier la fermeture, de refuser toute suppression de poste et d'impliquer le plus grand nombre dans la grève et l'auto-organisation pour poser la question du contrôle de la production par les travailleur-ses.

Il y a de nombreux exemples de telles luttes qui sont allées très loin dans l'auto-organisation, dans la radicalité et la confiance collective : pendant les grandes périodes de grèves générales comme en juin 36 et mai 68, mais aussi chez LIP en 1973 ou chez les Conti en 2009. Cela ne signifie pas qu'on gagne sur tout, qu'à un moment, on ne va pas négocier, mais cela se fera sur la base d'un rapport de force et d'une confiance collective construite dans la lutte.



À une modeste échelle locale, la lutte menée au lycée Voltaire à Paris en 2007 contre la suppression de deux postes a permis sur le long terme d'organiser un collectif solide. Animés par des militant·es qui partageaient le même souci de la lutte par en bas, la grève et le blocage ont paralysé l'établissement pendant 15 jours, rassemblant quotidiennement près de 70 collègues en AG – la quasi totalité de ceux qui travaillaient pour discuter démocratiquement de la stratégie à mener et de la reconduction. Nous n'avons pas seulement gagné le maintien des 2 postes, mais également une énorme confiance collective et un fonctionnement systématique en AG mensuelle de tous les personnels qui dure depuis près de 20 ans. Dans ce type de dynamique, les divergences d'appareils syndicaux passent au second plan : l'unité et l'action priment ; des liens se créent avec d'autres établissements et d'autres secteurs pour se soutenir, partager les expériences et les analyses et tenter de généraliser la lutte.

Même si de telles dynamiques ne sont pas tout le temps envisageables, il y a toujours des moyens d'actions collectifs pour prendre position, donner confiance et rester soudé·es. Quelques exemples récents dans le secteur de l'éducation en témoignent. Une intense répression contre les équipes militantes a accompagné la politique de Blanquer au ministère de l'Éducation nationale. La campagne de solidarité avec Kai Terada, un collègue de Sud éducation déplacé de force de son établissement a permis de développer une solidarité exemplaire : affichage de banderoles et photos collectives, pétitions et motions d'AG dans les établissements... Elle a donné la confiance face à la répression du ministère et a finalement permis d'associer des collègues de centaines d'établissements à la victoire de Kai.

Pendant le mouvement des retraites, Darmanin préparait sa loi raciste, mais les directions syndicales se sont tu. Pour les dirigeants syndicaux c'est une question « politique » qui se règle au parlement. Quand ils se sont finalement mollement réveillés, il était trop tard, Darmanin avait fait voter sa sale loi avec les voix du RN qui exultait.

Mais une campagne de solidarité a débuté autour du collectif des mineurs du parc de Belleville qui avait entamé une lutte fantastique : campagne de photos collectives de solidarité dans les bahuts, cortège d'enseignants à leur côté dans les manif contre la loi. Par la suite, un collectif syndical s'est organisé en très grande partie grâce à Sud éducation, mais englobant maintenant tous les syndicats. Il prépare une campagne de solidarité à la rentrée scolaire.

S'organiser en tant que révolutionnaires

Si l'on veut agir en tant que révolutionnaires dans et pour notre classe, la présence active dans les syndicats et dans leur construction est donc incontournable. Mais par leur nature même les syndicats ne seront jamais des organes révolutionnaires. En saisissant cette contradiction par en bas, l'activité des révolutionnaires au sein des syndicats offre la possibilité d'accroître la confiance collective dans la lutte, dans la force révolutionnaire de notre classe.

Mais il faut garder en tête que la lutte de classe est tout sauf linéaire. Il y a des vagues, des creux, des mouvements sur la gauche et sur la droite. Tout cela peut désorienter voire démoraliser. C'est pourquoi il nous faut des boussoles. Elles nécessitent une analyse collective partagée de la situation globale, des forces et des faiblesses du mouvement. Ces boussoles ne tombent pas du ciel, elles s'élaborent et se testent collectivement. C'est pour cela qu'à A2C nous pensons qu'il faut non seulement s'impliquer dans les syndicats mais aussi de façon autonome.

NICOLAS VERDON (PARIS 20ÈME)

- 1–Le syndicat est donc incontournable si on veut agir au sein de notre classe pour son émancipation.
- 2–Pourtant les syndicats nous mènent le plus souvent à la défaite
- 3–Chercher à construire l'activité syndicale à la base contre la nature même du syndicat
- 4–L'activité des révolutionnaires au sein des syndicats offre la possibilité d'accroître la confiance collective dans la lutte



DE LA SOLIDARITÉ MASSIVE, À LA GRÈVE POLITIQUE

Depuis le 7 octobre 2023, les manifestations massives ont montré la solidarité des travailleurs, travailleuses et de la jeunesse dans le monde entier, rassemblant des millions de personnes dans plus de 100 pays, y compris en France et dans d'autres États impérialistes. Malgré cette force, les massacres se poursuivent et la répression ne cesse pas. Il faut donc construire des stratégies efficaces : les manifestations et les campagnes de boycott ne suffisent pas, il faut travailler à l'unité des travailleur-euses et à l'organisation de la grève, tout en dénonçant clairement l'impérialisme français.

Pour une riposte syndicale à l'impérialisme

On entend souvent que le syndicat se limite aux conditions de travail, aux salaires et aux droits, et qu'un bon syndicaliste doit surtout défendre les intérêts immédiats des travailleur-euses. Pourtant, la solidarité internationale fait partie des traditions du mouvement ouvrier. Il faut certes parler des conditions de travail et des salaires, mais aussi de tout ce qui structure cette société capitaliste, notamment la guerre et les génocides. Le mouvement syndical n'a rien à perdre à s'engager activement dans ce combat. Au contraire, il a tout à y gagner : retrouver de la force, reprendre sa place et contribuer à l'unité de l'ensemble des travailleur-euses.

Le mois de juin a montré par l'exemple que des mobilisations d'ordre politique sont possibles. Plusieurs lieux de travail en France se sont mobilisés pour dénoncer le génocide et bloquer les soutiens à Israël. Au Sénat, les travailleur-euses de la CGT se sont mobilisés lors de la venue d'un ambassadeur israélien. Le 1er juin, la CGT Décathlon a appelé à une grève pour le désengagement de l'entreprise de ses liens avec Israël. Le 4 juin, les dockers ont empêché la livraison d'armes pour Israël, en collaboration avec les dockers de Gênes. Le 14 juin, l'intersyndicale a appelé à une série de rassemblements en France. À peu près au même moment, les syndicats de l'aéroport de Roissy ont appelé à ne pas participer à la livraison d'armes vers Israël. Enfin, le 17 juin, en région parisienne et à Marseille, plusieurs syndicats de l'éducation ont appelé à une grève contre le génocide et contre la répression des enseignant-es. Ces exemples prouvent que les mobilisations directes contre la guerre et le génocide sont non seulement possibles, mais sont déjà une réalité dans nos lieux de travail.

On entend souvent que le syndicat se limite aux conditions de travail, aux salaires et aux droits, et qu'un bon syndicaliste doit surtout défendre les intérêts immédiats des travailleurs

Un contexte pour l'offensive

En plus des manifestations hebdomadaires dans toutes les villes en France, des actions régulières s'inscrivent dans la continuité des campagnes BDS, appelant au boycott des entreprises liées à Israël. Elles mettent en lumière le rôle de la France dans la colonisation de la Palestine, notamment par l'acheminement d'armes et par divers accords économiques. Depuis deux ans, toutes ces mobilisations rencontrent la répression de l'État, qui cherche à faire taire les voix de résistance et à affaiblir notre capacité à nous organiser. L'Éducation nationale participe à cette silencieuse sanctionnant des collègues qui refusent de se taire face au génocide en cours. À Sens, la répression à l'encontre d'une collègue d'abord suspendue puis blâmée en mai dernier pour avoir organisé une minute de silence a provoqué une vague d'indignation dans l'éducation.

Le véritable moteur de cette mobilisation n'a pas été la répression, mais la prise de confiance dans notre capacité à agir. Si des camarades et collègues se sont rassemblés, voire ont fait grève, c'est avant tout parce qu'un contexte global de

mobilisations massives a permis de prendre confiance. En effet, le convoi Soumoud ainsi que les immenses manifestations suite à l'arrestation de la flottille ont montré la force des masses qui se soulèvent. Bien plus forte que la répression, la vision de milliers de personnes

qui, par la marche ou par la mer, tentent de braver les frontières pour briser le blocus israélien, est pour nous toutes et tous un élément de confiance pour agir. C'est dans ce contexte que nous avons pu nous rassembler et tenter une offensive par la grève, afin de montrer, comme d'autres, que dans nos lieux de travail nous pouvons nous mobiliser.

Grève de juin

Des camarades syndicalistes ont organisé cette grève, pendant que dans plusieurs autres villes en France avaient également lieu des rassemblements condamnant la sanction contre notre collègue de Sens. Pour permettre cette journée de grève, un travail à la base a été fait.

Elle a été construite dans les bahuts, par des assemblées générales souvent par les sections syndicales d'établissement. À Paris comme à Marseille, plusieurs camarades sont intervenus auprès de leurs collègues, dans leur établissement ou dans leur union locale pour entamer des discussions sur la possibilité de se mettre en grève

contre le génocide et la répression. Ces initiatives ont réuni plus de 100 personnes à Marseille, l'un des plus gros rassemblements de l'année devant l'inspection académique, et on compte trois vies scolaires complètement en grève. À Paris, près de 500 personnes se sont rassemblées devant le ministère de l'Éducation nationale. Dans les deux cas, malgré le peu de temps, là où un travail militant de terrain a été fait, des personnels se sont mobilisés. Cela s'est également vu dans des établissements pas encore convaincus ou incertains sur la grève, qui ont pu, avant ou après, réaliser des actions de visibilité (banderoles et pancartes) devant leur établissement.

Au-delà de la mobilisation, la construction de cette grève doit participer à répandre l'idée que nous pouvons montrer concrètement notre solidarité avec le peuple de Palestine depuis nos lieux de travail et par la grève. Cet exemple participe à montrer que nous pouvons nous organiser et nous mettre en grève en soutien à la Palestine.

Il faut convaincre nos syndicats de l'importance de s'engager dans de tels mouvements, car, par leur capacité à mobiliser et à faire résonner les revendications, ils sont essentiels pour amplifier le mouvement.

Mais il faut aller plus loin pour continuer à répandre l'idée que les travailleurs et travailleuses possèdent le pouvoir de tout renverser, et même, qu'ils sont les seuls à pouvoir changer quoi que ce soit à la situation en Palestine.

La classe ouvrière comme force centrale

La grève des personnels de l'Éducation en juin est un premier pas, qui nous rappelle que les travailleur-euses ont déjà changé le cours des luttes internationales. Par exemple, en 1984, Mary Manning, une ouvrière de 21 ans de Dunnes Stores en Irlande, refuse, suite aux directives syndicales, de vendre un pamplemousse venant d'Afrique du Sud. À la suite de ce refus, elle est suspendue. En solidarité, dix autres caissier-es du magasin la rejoignent dans une grève qui durera près

de trois ans. Cette mobilisation exceptionnelle contre l'apartheid montre que cela est possible. Plus encore, la grève se termine en 1987, lorsque le gouvernement irlandais interdit l'importation de produits en provenance d'Afrique du Sud. Cette grève nous rappelle toute la puissance des travailleurs et travailleuses qui, par leur action, peuvent tout changer. Aujourd'hui encore les travailleurs et travailleuses détiennent la clé de la libération de la Palestine.

Ce qu'il faut construire maintenant

Chaque lieu de travail, chaque secteur qui prend l'initiative fournit la confiance et un point d'appui pour les autres. À l'image des dockers de Gênes qui ont annoncé qu'ils déclencheront une grève si les passager-es de la grande flottille qui doit arriver à Gaza mi-septembre se font arrêter. Il est de notre responsabilité, en tant que syndicaliste, de tout faire pour que cet appel trouve un écho, non seulement parmi les travailleur-euses portuaires, mais aussi parmi tous les travailleurs et travailleuses qui souhaitent briser le blocus de Gaza.

Il est donc crucial de faire de la grève politique un outil puissant pour transformer la solidarité en pression concrète. Les travailleurs et travailleuses ont le pouvoir de changer le cours des événements, non seulement en France, mais aussi à l'échelle internationale. Dans cette période de regain de militarisation, militons pour que nos lieux de travail s'engagent dans le soutien aux peuples opprimés et le combat contre l'impérialisme français.

YASSINE (MARSEILLE)

Photo—Le 17 juin à Marseille, plus de 100 travailleur-euses de l'éducation se rassemblent à Marseille, l'un des plus gros rassemblements de l'année devant l'inspection académique.

La grève des personnels de l'Éducation en juin est un premier pas, qui nous rappelle que les travailleureuses ont déjà changé le cours des luttes internationales.



L'idée que les travailleurs et travailleuses de ce qu'on appelle le «Nord global» profiteraient de l'exploitation des travailleurs et travailleuses du «Sud global»¹ est largement admise au sein de notre classe. Elle est également très présente dans de nombreux espaces militants en France, où elle peut se traduire par une rhétorique culpabilisante.

LA CLASSE OUVRIÈRE DU NORD PROFITE-T-ELLE DE L'EXPLOITATION DU SUD ?

Par «profit», on entend tirer un avantage, gagner quelque chose du fait de l'exploitation et donc, in fine, avoir intérêt à cette exploitation. Les travailleur·ses du Nord auraient donc un avantage matériel à l'exploitation des travailleurs du Sud. Ce discours, qui se veut particulièrement conscient des réalités du monde et en solidarité avec les opprimés, épouse pourtant la même vision du monde que la bourgeoisie occidentale. Il implique que la classe ouvrière du Nord aurait un intérêt matériel à l'exploitation des classes ouvrières du Sud et donc à soutenir ses bourgeoisies et leurs impérialismes.

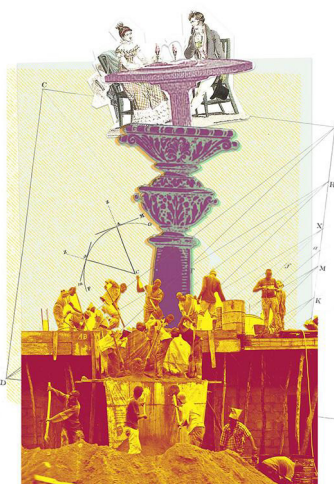
L'objectif de cet article sera de démontrer que cette position relève de la fausse conscience et que, non, la classe ouvrière du Nord n'a pas intérêt à l'impérialisme.

Les inégalités Nord-Sud : un constat indéniable

Il n'y a évidemment pas de doute sur le fait que les travailleur·ses du Sud sont, globalement, plus opprimé·e·s et plus pauvres que les travailleur·ses du Nord². Iels vivent dans des conditions moins favorables, ont moins d'accès aux soins et aux loisirs, assument des charges de travail plus lourdes et sont exposé·e·s à davantage de violences au quotidien³. De manière générale, le pouvoir d'achat et les conditions de vie sont plus favorables dans le Nord que dans le Sud. Les inégalités y sont moins importantes, même si elles existent et se creusent de plus en plus. Cependant, le fait que ces inégalités existent, ne doit pas forcément nous amener à la conclusion que la classe ouvrière du Nord profite directement de cette exploitation.

L'accumulation primitive du capital en Europe

Dans « Genèse du capital industriel »⁴, Marx explique comment le système capitaliste s'est structuré en Europe. L'accumulation de richesses a résulté de l'accumulation primitive du capital, par l'expropriation des paysan·ne·s de leurs terres communales, ce qui les a obligé·es à vendre leur force de travail dans les villes au service de l'industrie. Le processus d'industrialisation de l'Europe, par la transformation des paysan·ne·s en classe ouvrière, a été d'une grande violence. Les personnes se sont retrouvé·es sans rien d'autre que leur force de travail à vendre et ont été obligé·es d'accepter les pires conditions pour pouvoir survivre.



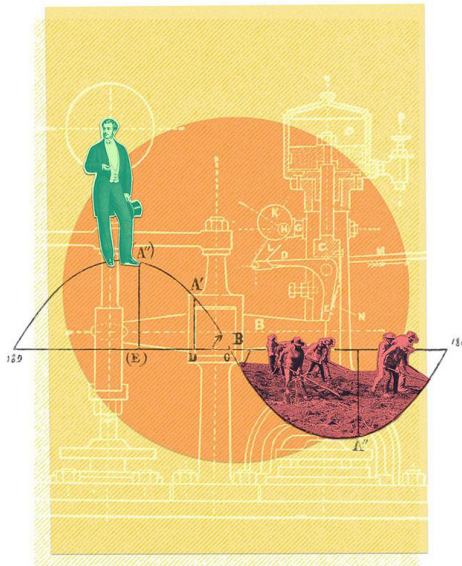
L'expansion coloniale et la traite transatlantique

Cette expansion de l'accumulation primitive du capital ne s'est pas limitée à l'Europe. Elle s'est répandue sur tous les continents par la colonisation et par la traite transatlantique des esclaves. L'histoire brutale de la colonisation relève d'une extrême violence. Des millions de personnes ont été dépossédées de leurs terres et de leurs modes de vie, et des populations entières ont été victimes de génocides. Le commerce triangulaire a vu des millions d'êtres humains séquestrés et transportés comme des marchandises vers les colonies, pendant des siècles, pour travailler comme esclaves jusqu'à la mort. La richesse économique de l'Europe et son développement industriel ont été rendus possibles, en grande partie, par l'expansion coloniale et par l'exploitation des ressources des pays colonisés. Ce fait est abondamment attesté par l'histoire.

La richesse des classes dirigeantes en Europe s'est largement construite sur le colonialisme et sur la traite. Par exemple, en Angleterre, la traite atlantique a représenté entre 25 et 30% d'impulsion économique⁵.

L'impérialisme contemporain

L'exploitation des pays du Sud par les bourgeoisies occidentales ne s'est pas arrêtée avec l'abolition de l'esclavage ni avec l'accès aux indépendances. Les puissances impérialistes ont prolongé leur domination et le pillage des richesses de pays économiquement moins développés, souvent avec la complicité de bourgeoisies locales. Les instruments de cette emprise sont multiples : interventions militaires, coups d'État, hégémonie du dollar, endettement structurel, maintien du franc CFA⁶ et le fait des relations d'échange inégales⁷.



largement le salaire qu'elle perçoit. Le capitalisme fonctionne comme une pompe à extraire la valeur produite par les personnes, et la relation salariale en est le mécanisme central. Les travailleur-se-s sont lié-e-s au capital par une chaîne. Au Nord comme au Sud, la relation de travail dans le système capitaliste est une relation d'exploitation : la plus grande part de la richesse créée par le travail reste entre les mains du capitaliste⁹.

Certain-es peuvent dire : « J'ai un bon salaire, je ne me sens pas exploité-e. » Or, même avec un revenu élevé, les capitalistes captent une partie de la richesse produite et du temps de vie de chacune et chacun d'entre nous. Nous pourrions toutes travailler moins si nous n'étions pas en train d'enrichir le capital. Ce temps confisqué pourrait être consacré à d'autres activités : passer plus de moments avec ses proches, se reposer, s'engager dans son quartier et sa communauté, etc.

Ce système oppose deux classes : celle qui possède les moyens de production,

et celle qui n'a que sa force de travail à vendre. Les personnes appartenant à cette dernière sont contraint-es de travailler pour vivre dans un monde régi par le capital. En son sein, de multiples oppressions se croisent — sexisme, validisme, racisme, entre autres. Le capitalisme s'appuie sur ces oppressions et entretient la division au sein de notre classe.

La théorie de «l'aristocratie ouvrière» de Lénine⁸

L'analyse des origines des rapports d'exploitation Nord-Sud fait généralement consensus au sein du mouvement. Les désaccords portent plutôt sur la question de savoir si les travailleurs du Nord profitent de cette situation.

Les défenseurs de cette thèse s'appuient généralement sur la théorie de l'«aristocratie ouvrière» défendue par Lénine. Lénine développe cette thèse à un moment où il essaye de comprendre pourquoi les travailleur-se-s ont soutenu leur classes dirigeantes pendant la 1^{ère} guerre mondiale.

Selon lui, les « sur-profits » tirés de l'exploitation des colonies et pays dominés ont permis aux bourgeoisies des métropoles de « soudoyer » une couche supérieure du salariat. Cette couche, mieux payée et plus stable, a ainsi basculé vers le réformisme, l'opportunisme et l'alignement sur la politique impérialiste de leur bourgeoisie, affaiblissant l'internationalisme et la radicalité du mouvement ouvrier.

Il est important de noter que pour Lénine, cette aristocratie ouvrière ne désignait qu'une partie minoritaire du salariat. Cependant, le ralliement du salariat aux positions conservatrices de la bourgeoisie était bien plus large que cette hypothétique aristocratie ouvrière. Ce n'est donc pas un intérêt matériel qui en a été l'origine mais l'idéologie.

La relation travail-salaire : une exploitation universelle

Dès qu'une personne entre dans un échange de travail contre salaire avec un capitaliste ou un-e patron-ne, la richesse qu'elle produit dépasse

Le rôle de l'idéologie et la construction de la conscience de classe

Tout système de domination s'appuie sur des idéologies. Marx rappelait que les idées dominantes d'une société sont celles de la classe dominante. Pour les dépasser, il faut aller à contre-courant et se former afin de comprendre les rapports de domination. Le fait d'être exploité-e n'entraîne pas automatiquement la compréhension de sa position : l'idéologie opère cette mystification.

Notre classe doit donc développer une conscience de classe pour saisir sa propre situation et voir sa place dans le système d'exploitation. Celle-ci ne se réduit ni à connaître sa position dans le processus de production, ni au simple fait de vendre sa force de travail pour vivre, ni même à s'organiser syndicalement et lutter pour de meilleurs salaires — bien que cela soit essentiel. La conscience de classe se construit dans les luttes collectives, dans l'affrontement avec les contradictions qui traversent notre classe, et dans le développement partagé de la capacité à reconnaître et combattre les oppressions. C'est dans la lutte que notre classe prend conscience d'elle-même et de sa réalité.

Une approche de classe qui combat toutes les oppressions

Pourquoi revenir à la notion de classe ? Le terme paraît aujourd'hui un peu démodé, non sans raisons. Une partie de la gauche défend une approche « class first » : on réglerait d'abord la question de classe et le reste suivrait après la révolution. Or ce « reste » — racisme, sexisme, validisme, etc. — n'est pas secondaire. Nous ne partageons pas cette position. Nous affirmons que toutes les oppressions qui traversent notre classe doivent être combattues dès maintenant, au cœur de la construction de notre mouvement, en parallèle de la voie révolutionnaire. Ce ne sont pas les luttes antiracistes ou féministes qui divisent la classe ; ce sont le racisme, le sexisme et le validisme qui la fracturent et nous empêchent de bâtir un front commun contre un système qui nous exploite toutes et tous.

Il ne s'agit ni de nier ces rapports de domination ni d'occulter les contradictions internes, mais de construire une lutte capable de faire apparaître ce qui nous unit : la domination de la classe bourgeoise sur celles et ceux qui n'ont pour vivre que leur force de travail à vendre. Qu'on ait un « bon » salaire — au Nord comme au Sud — ou que nos luttes aient permis d'arracher des droits, nous n'avons aucun intérêt à nous allier à nos bourgeoisies nationales : nos intérêts sont antagonistes. Plus nous laissons de pouvoir à la classe dirigeante, plus elle a les moyens de nous opprimer. Notre classe ne doit entretenir aucune illusion à ce sujet. Ce sont les classes bourgeoises du Nord comme du Sud qui profitent de l'exploitation des travailleur·ses.

La trajectoire du capital et la construction de la lutte internationaliste

De même qu'on ne peut analyser les classes sociales séparément, puisqu'elles sont en interaction permanente, on ne peut penser le Nord sans le Sud.

Partout dans le monde, la bourgeoisie investit massivement dans la division de notre classe. Le racisme en est l'une des armes principales, mais aussi les concurrences de souffrances, l'assimilation de droits conquis à des « privilèges », ou encore l'idée méritocratique selon laquelle « si l'on s'en sort, c'est qu'on le mérite » — ou, à l'inverse, que d'autres « profitent ».

Nous sommes pris·es dans un rapport de lutte constant, même lorsque nous n'en avons pas pleinement conscience. Toute alliance avec la bourgeoisie nous prive de notre puissance collective d'organisation et de combat : lui donner davantage de pouvoir, c'est lui offrir plus de moyens de l'utiliser contre nous. La bourgeoisie est l'adversaire de classe au sein du système capitaliste dans lequel nous sommes inséré·e·s. Notre alliance doit aller à celles et ceux qui, comme nous, sont contraint·e·s chaque jour de vendre leur force de travail.

La trajectoire actuelle du capitalisme nous mène droit dans le mur. Un système fondé sur l'accumulation et l'expansion infinie est incompatible avec les limites matérielles de la planète. Cette dynamique alimente la destruction de nos droits, la guerre et le fascisme.

Notre classe représente la majorité des habitant·e·s de cette planète: elle n'a aucun intérêt aux guerres ni à la destruction de nos conditions d'existence. Elle seule peut affronter les contradictions produites par ce système en s'organisant et en arrachant le pouvoir confisqué par la bourgeoisie. Partout, les droits ont été conquis par la lutte. Les victoires des travailleur·se·s du Nord ont inspiré celles du Sud, et réciproquement, parce que nous nous reconnaissons comme une même classe. Cette reconnaissance révèle notre intérêt commun à renverser un système de domination et de destruction, pour reconstruire un monde où notre travail sert la vie et la préservation de nos biens communs. Il s'agit de nous organiser autrement. La tâche est immense, mais notre classe est la seule en mesure de l'accomplir.

DANI. ET HUGO. (TOULOUSE)

- 1— Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ? — Géoconfluences
- 2— The Geopolitics of Inequality: Discussing Pathways Towards a More Just World
- 3— 76% das cidades mais violentas do mundo estão na América Latina
- 4— K. Marx - Le Capital Livre I : XXXI
- 5— The combined effect of the slave trade and the exploitation of enslaved people contributed to the industrial rise of the UK - Le Monde
- 6— Pigeaud, Fanny, and Ndongo S. Sylla. 2018. L'arme invisible de la 7— FrancAfrique : une histoire du franc CFA. N.p : La Découverte.
- 7— Unequal Exchange - Global Inequality
- 8— Lenin: Imperialism and the Split in Socialism
- 9— Marx 1844: Wages of Labour





LE VALIDISME, PILIER DU CAPITALISME ?

En juin dernier, nous avons perdu une camarade : Élisabeth Aueurbacheur. Militante, co-fondatrice du Collectif de lutte des handicapées dans les années 1970, elle a contribué à construire un large mouvement contre notre ghettoïsation. Son héritage nous oblige : ce combat est toujours d'actualité.

Le même mois, en quelques semaines, s'est constitué un front de gauche antivalidiste. Mais des lacunes demeurent. Ces lacunes, dont nous parlerons plus bas, ne datent pas d'hier. Elles existent depuis le renouveau antivalidiste des années 2010, amorcé lors de la mobilisation contre le report de l'échéance pour la mise en accessibilité des transports publics et du bâti.

Ces dernières années, plusieurs organisations ont émergé : le CLHEE, Handi-Social, le CLAC, Les Dévalideuses, entre autres. Nous reviendrons sur leurs expériences, leurs forces et leurs limites. Mais surtout, nous voulons poser la question stratégique : comment construire un antivalidisme qui s'ancre dans la lutte anticapitaliste globale ?

La production du handicap

Nous nous appuyons ici sur les analyses développées dans *Marxisme et Handicap* de Roddy Slorach, dans l'article *Une approche matérialiste du handicap* (adaptation française du texte de Jean Stewart et Marta Russell publié sur le site Zinzin Zine), mais aussi sur les topos de Jessy, Ju, Mathilda, Rachida, Tiffa et moi-mêmes et des définitions issues de l'article de Charlie.

Nous voudrions préciser que, lorsque nous parlons de handicap, nous ne faisons référence ni à une maladie, ni à une déficience, ni à une incapacité propre aux personnes. Contrairement à l'expression

erronée de « personne porteuse de handicap », qui laisse entendre que le handicap serait intrinsèque à l'individu, il faut comprendre que le handicap est un ensemble d'obstacles sociaux et politiques qui empêchent les individus de vivre librement. Autrement dit, une personne handicapée est une personne « empêchée » : empêchée de circuler, de se loger, d'accéder à l'éducation, au travail, aux lieux culturels ou de socialisation, en raison de choix politiques qui ignorent les incapacités psychologiques, physiologiques ou anatomiques de chacun-e.

On parle de « personnes handicapées », sur le même modèle que « personnes racisées » ou « personnes sexisées ». En effet, c'est la société capitaliste qui nous handicape en raison de son inadaptabilité à nos déficiences et incapacités. Bien que le terme « personnes en situation de handicap » ait été créé pour souligner le caractère sociopolitique du handicap, il est aujourd'hui utilisé comme un euphémisme, au même titre que « personnes en situation de précarité ».

La perception des personnes handicapées comme une déviance par rapport à la norme des corps « valides » et productifs, ainsi que leur marginalisation systématique, est relativement récente. Elle remonte à l'avènement de la révolution industrielle et du capitalisme.

Avant l'industrialisation, les personnes handicapées trouvaient souvent leur place dans la production familiale ou les petits ateliers, intégrées

dans un modèle de famille élargie où le soin était une responsabilité collective. Avec l'arrivée des machines industrielles, de l'électricité permettant le travail continu, et du productivisme, ce modèle a été détruit. Les individus ont été atomisés et classés selon leur degré d'adaptation aux exigences capitalistes. La discipline d'usine, le chronométrage et les normes rigides de production ont supplanté les formes de travail plus flexibles qui, auparavant, permettaient aux personnes handicapées de contribuer aux tâches quotidiennes. Incapables de suivre ces rythmes artificiels et frénétiques, elles ont commencé à être perçues comme dépourvues de « valeur » économique. Cette idéologie, qui réduit la valeur humaine à la productivité, s'est infiltrée dans tous les aspects de la société et a structuré l'organisation sociale.

Le validisme commence avant même notre naissance : on propose des tests prénataux aux parents pour leur permettre d'avorter si l'enfant présente une déficience quelconque. Après la naissance, cet enfant devient une « personne handicapée », c'est-à-dire une personne rendue handicapée par un système socio-économique qui trie les individu-es en fonction de leur capacité à produire.

Pour maintenir cette exclusion, les institutions bourgeoises, tout comme elles l'ont fait pour le sexisme et le racisme, ont défini le handicap comme un problème médical ou individuel. C'est ce qu'on appelle le capacitisme, ou validisme, un système d'oppression des personnes ayant des incapacités. Le capacitisme, comme l'explique la professeure Véronique Leduc, marginalise, stigmatise et exclut. Il pousse à enfermer systématiquement les personnes handicapées dans des institutions. La société capitaliste considère ces personnes comme non-rentables, les infantilise, les invisibilise, et ce système, dans sa logique extrême, peut mener à l'eugénisme.

L'idée dominante est simple : les personnes handicapées doivent soit se conformer aux normes capitalistes, soit être confinées dans des institutions (où elles génèrent de la plus-value par leur simple présence) ou surexploitées dans des structures de travail prétendument « protégées » comme les ESAT.

Lutter contre le validisme, ce système d'oppression des personnes handicapées, est un combat essentiel. Ce système est un pilier du capitalisme, au même titre que le racisme et le sexisme. Nous devons toutes nous former à cette lutte et l'intégrer dans nos organisations politiques, syndicales et associatives. Seule une mobilisation collective permettra de bâtir un front uni contre le validisme.

État du mouvement actuel

Il existe aujourd'hui une dizaine de collectifs antivalidistes en France. Pourtant, la question antivalidiste reste largement marginale dans les mouvements sociaux. Ces collectifs, sauf Handi-Social, sont tous en non-mixité, se revendiquent de l'intersectionnalité.

Nous avons créé le Collectif de Lutte Anti-Capacitiste pendant la mobilisation contre la loi El Khomri sur cette même base idéologique. En effet, notre point de départ était clair : en 2016, il n'y avait pas de collectif antivalidiste à Paris, il n'y avait pas d'organisations où on pouvait faire entendre nos voix handies. Mais le CLAC s'est rapidement trouvé limité.



Limites du mouvement

Pour comprendre ces limites, qui existaient au CLAC et qui existent toujours au sein des collectifs antivalidistes, on peut s'appuyer sur l'analyse développée dans Définir ma propre oppression : le néolibéralisme et la revendication de la condition de victime (revue Période). Cette critique souligne que :

« La conception de l'identité qui prévaut dans le discours de l'intersectionnalité aujourd'hui a pratiquement rompu la connexion matérielle entre les catégories identitaires et les moyens de production capitalistes. » (Chi-Chi)

Autrement dit, l'intersectionnalité dominante tend à enfermer nos luttes dans des revendications éclatées, séparées de l'analyse de l'exploitation capitaliste. Résultat : nous passons une énergie considérable à relever la moindre phrase sexiste, raciste ou validiste chez nos camarades, pendant que les fascistes, eux, consolident leur organisation.

Aujourd'hui, une partie du mouvement antivalidiste se limite à réclamer que l'État bourgeois reconnaisse notre particularisme en tant que personnes handicapées. Or, cette revendication particulariste, bien que légitime, n'est pas reliée à une réflexion sur les conditions sociales qui produisent ce particularisme.

Le fonctionnement actuel impose en plus que toute représentativité handie soit conforme au discours attendu : dès qu'une personne s'écarte de cette ligne, elle est accusée d'être manipulée ou réduite au rôle de « token ». Dans cette logique, toutes les personnes handicapées devraient penser la même chose, sous peine d'exclusion symbolique.

Enfin, l'action politique se réduit bien souvent à du lobbying auprès de partis sociaux-démocrates (LFI, EELV), pour les pousser à relayer les résolutions de l'ONU sur le handicap. Bref, on délègue entièrement notre lutte à un antivalidisme libéral, qui ne remet jamais en cause les conditions réelles de production du handicap : le capitalisme.



institutionnelle, La France Insoumise en tête, l'a soutenue, malgré une mobilisation antivalidiste remarquable, y compris dans ses propres rangs.

Grâce à un travail militant de long terme, la majorité des organisations révolutionnaires ont adopté

une position matérialiste et antivalidiste contre cette loi. L'échec de notre opposition est donc relatif : si la loi est passée, elle a en même temps provoqué une réaction rapide, avec la montée d'une pétition massive et la création du Front de Gauche Antivalidiste. C'est une première étape qui doit permettre une structuration durable du mouvement. Mais pour que cette dynamique déborde le cercle militant restreint et sorte d'une mobilisation confinée en ligne — faute d'accessibilité

réelle des espaces politiques — il faut que l'ensemble du mouvement social s'approprie l'antivalidisme. C'est à cette condition que nous pourrions gagner.

Un début de renouveau antivalidiste

Luttes syndicales

En 2024, l'appel de FO à une manifestation ségrégative a provoqué une fracture¹. Avec les camarades du Collectif Une Seule École (syndicalistes SUD, travailleur-euses du médico-social, enseignant-es, militant-es ex-institutionnalisés-es), nous avons interpellé publiquement les syndicats.

Des tensions ont émergé à SUD, mais aussi des avancées : nos interventions ont permis d'inscrire l'antivalidisme à l'ordre du jour de leur congrès. Aujourd'hui, SUD revendique une école égalitaire et antivalidiste, en dénonçant l'institutionnalisation. C'est un acquis important.

Le combat contre la loi fin de vie

La loi fin de vie, votée récemment à l'Assemblée Nationale, est l'une des pires lois validistes de ces dernières années, une véritable loi eugéniste comme nous l'avons expliqué ici².

Derrière l'argument du « progrès des droits individuels », elle s'inscrit dans la trajectoire du capital, qui a toujours intérêt à se débarrasser des vies jugées « improductives » comme l'ont expliqué Jessy et Tiffa. Dans un contexte de destruction des services publics, d'abandon des soins palliatifs, de précarité massive des personnes handicapées et psychiatisées, cette loi ne garantit pas un droit à mourir, mais organise une mort socialement conditionnée : faute d'accès aux soins, au logement, au soutien matériel, la seule « liberté » offerte devient celle de disparaître. Ce n'est pas un choix réel, mais un instrument cynique de gestion des indésirables — handicapé-es, précaires, psychiatisés-es — au service du capital. La gauche

Le futur collectif Crips Anti-Racistes

Nous ne voulons pas créer un collectif concurrent de Handi-Social. Deux collectifs antivalidistes à Toulouse seraient une erreur stratégique. Nous avons donc choisi d'orienter notre futur collectif vers la production artistique. La création de ce collectif part d'un simple constat : Handi-Social, de par son statut d'association, s'embourbe dans une limite des possibilités dictées par ses statuts administratifs qui laissent peu de marges de manœuvre à des actions de toutes sortes. Aussi, l'association est fortement identifiée à sa présidente, ce qui nous associe à ce qu'on appellera un antivalidisme institutionnel, qui lutte contre le validisme par le changement des lois ou des jurisprudences. Cette approche a ses avantages mais ne permet pas, à notre avis, de construire une lutte par en bas.

Relisant Kateb Yacine, nous pensons que le théâtre est une courroie directe pour faire entendre notre voix, y compris dans les ghettos institutionnels. Pour consolider un collectif, il faut un liant qui oblige à se réunir régulièrement. Comme le rappelait Lénine, cet « organisateur collectif », c'est le journal. Nous espérons publier un premier numéro cette année.

AHMED HAMMAD (A2C TOULOUSE)

1—<https://www.force-ouvriere.fr/>

non-a-l-inclusion-systématique-et-forcée-non-a-l-acte-2-de-l

2—<https://www.autonomiedeclasser.org/situation-politique/>

le-droit-de-mourir-ou-lart-de-ne-pas-nous-laisser-vivre/





LE RN A-T-IL RENONCÉ À LA VIOLENCE ?

Bleu marine dehors. Brun dedans. 50 ans après sa création, la stratégie du FN/RN n'a pas changé. Malgré ses efforts de dédramatisation, nombreux sont les exemples qui prouvent que le RN nourrit toujours un projet fasciste. Il attend juste que les conditions soient réunies pour écraser tout ce qui fait obstacle à son projet de régénération nationale.

Comment un parti créé par des nostalgiques du III^{ème} Reich adeptes de la violence politique (ancien SS, collabos et membres de l'OAS) a pu devenir le 1^{er} parti de France ? En faisant du double jeu permanent le cœur de sa stratégie. Pour sortir de la marginalité politique, au lendemain de la 2^{ème} GM, les cerveaux du FN ont convaincu différents mouvements fascistes de s'unir et d'abandonner temporairement la violence pour miser sur la stratégie électorale. Dès le départ, le FN est une vaste tentative de dédramatisation.

Depuis sa création, le FN met tout en œuvre pour montrer qu'il a pris ses distances avec une des caractéristiques principales des fascismes historiques : l'existence d'un mouvement de masse capable d'écraser tout ce qui fait obstacle à son projet de régénération nationale, à savoir les forces de gauche et les minorités.

François Duprat, un des artisans de la stratégie électorale du FN, invitait ses militants à renoncer aux bastons avec les gauchistes et tout ce qui pourrait les faire passer pour des nazillons. Néanmoins, à ses débuts, le parti laissait quelques libertés à ses membres. La double appartenance (FN et groupuscules violents) était possible et les militants FN avaient eux mêmes recours à la violence et aux actions coup de poing (comme l'occupation du domicile de Pasqua par des militants du GUD et du FNJ). Deux assassinats racistes ont été commis par des militants du FN (Ibrahim Ali et Brahim

Bouarram) et des violences racistes mais aussi contre la gauche ou les journalistes accompagnaient régulièrement les sorties publiques du FN.

Mais depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, le FN est passé à l'acte II de la dédramatisation. Plus il se rapproche du pouvoir, plus il joue la carte de la respectabilité et cherche à invisibiliser les éléments qui rappellent son toujours-là fasciste. "Plus on avance, plus on a de députés, plus on se doit de montrer qu'on agira dans le respect de la loi et la Constitution", s'est senti obligé de préciser Louis Alliot, vice-président du FN. Ainsi, peu après l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, le FN a décidé d'arrêter les manifestations pour éviter tout débordement.

Car malgré les déclarations publiques des cadres du FN, les liens avec les fachos cagoulés et ouvertement racistes restent nombreux, à la tête de l'organisation comme à sa base¹. David Rachline, vice-

président du RN, est considéré selon plusieurs sources comme un « antisémite pathologique ». Jordan Bardella et Marine Le Pen entretiennent des liens économiques, politiques et intimes avec les piliers de la Gud Connexion. « Avec eux, c'est à la vie à la mort » avait déclaré Marine Le Pen à leur sujet. Eux c'est Axel Lousteau et Frédéric Châtillon. Ces anciens dirigeants du GUD, antisémites notoires, ont occupé jusqu'à récemment des postes clés au sein du FN (trésorier, chargé de campagne...) avant de vendre des prestations au parti via leurs entreprises de com' et de sécurité.

Malgré les déclarations publiques des cadres du FN, les liens avec les fachos cagoulés et ouvertement racistes restent nombreux

Suite à leur participation au défilé néonazi du C9M où l'un d'eux avait menacé un journaliste, Marine Le Pen avait timidement pris ses distances avec eux. Mais même s'ils n'apparaissent plus dans l'organigramme du parti, ils ne sont jamais très loin de l'oreille et du portefeuille de ses dirigeants.

Troupeau de brebis galeuses

Pendant les législatives 2024, alors que Bardella peinait à reconnaître la présence de « quatre ou cinq brebis galeuses » parmi les candidats RN, Mediapart en a débusqué une centaine, dont beaucoup ont été élus et maintenus en poste malgré la révélation de leur racisme patenté ou de leur proximité avec des groupes violents.

Par ailleurs, nombre d'élus RN ont embauché des assistants parlementaires issus de groupuscules violents voire ouvertement nazis. Selon un décompte du chercheur Nicolas Lebourg, une cinquantaine de militants identitaires travaillent pour le RN à des postes de communicants. Et encore davantage assurent le service d'ordre ou distribuent des tracts.

Ces liens entre fachos en costard et en cravate se renouvellent via les organisations de jeunesse². La Cocarde (et dans une moindre mesure l'UNI), syndicat étudiant qui sert d'espace de recrutement pour le RN (au moins 15 d'entre eux ont été embauchés par le RN en 2023) est également un lieu de speed dating entre fachs respectables et violents. Le syndicat fait autant dans la formation idéologique que dans le déblocage à coups de poings de fachs occupées. Beaucoup ont la double appartenance Cocarde/RNJ (Rassemblement National Jeunesse), mais on y trouve aussi nombre de militants identitaires, des Républicains et des zemmouristes.

Le RN pour l'instant doit rester discret voire montrer sa désapprobation face aux attaques et aux déclarations les plus violentes (comme la descente raciste de Romans-Sur-Isère ou du meurtre raciste d'Hichem Miraoui par un homme qui appelait à voter RN) mais il témoigne dès qu'il peut son soutien à des formes d'intimidations qu'il juge acceptables. Le parti avait ainsi salué l'action antimigrants de Génération identitaire à la frontière italienne. Le collectif fémonationaliste Nemesis a également pu préparer ses actions au château des Le Pen³. Enfin, les députés RN s'affichent avec la Coordination Rurale, un syndicat agricole connu pour les prises de position racistes de ses dirigeants et ses actions violentes contre des institutions, des paysan-es et des militant-es de gauche.

Quand vont-ils tomber le masque ?

Pourquoi le RN entretient autant de liens avec des militants ouvertement racistes et violents alors que ceux-ci nuisent à sa quête de respectabilité ? Le parti a besoin d'eux pour garantir sa radicalité idéologique et éviter la notabilisation⁴ autant que pour former l'avant-garde d'un futur mouvement de masse capable d'imposer le projet raciste de régénération nationale du RN dans les rues.

La recrudescence d'actions violentes suite aux bons scores du FN/RN de 2024 montre que nombre de fachos, isolés ou organisés, n'attendent qu'un signal pour se lâcher. Un seul exemple :

l'agression homophobe menée par Gabriel Loustau, actuel chef du GUD et fils d'Axel, accompagné par deux membres du RN après la victoire du RN aux européennes. L'un a crié en partant : « Vivement dans trois semaines, on pourra casser du pédé autant qu'on veut ».

Pour le moment, le FN/RN retient à peu près ses chiens et mise sur la respectabilité. Mais, sous certaines conditions, le RN pourrait être amené à changer de stratégie et à construire activement un mouvement de masse :

- aggravation de la crise. Le RN, comme les nazis avant lui, pourraient avoir envie de l'aggraver encore en multipliant les violences ciblées et se poser comme seuls à même de pouvoir ramener l'ordre.

- poussée révolutionnaire

- émeutes racistes

- crise interne au parti (déroute électorale, décision judiciaire défavorable....) : si le RN perd son élan, il pourrait avoir envie, pour resserrer ses rangs, de lâcher un peu la bride aux aspirants à la violence, comme Hitler l'a fait après les élections décevantes de novembre 32

- victoire électorale: ils vont avoir du mal à contenir leurs militants qui se rongent le frein depuis des décennies. D'autant plus si leur accession au pouvoir entraînerait une réaction conséquente de la gauche qui justifierait une radicalisation des fachos pour l'endiguer.



Les fachos ont-ils encore besoin d'un mouvement de masse ?

Le sociologue Ugo Palheta (et d'autres avec lui) considère qu'au vu de la puissance des appareils répressifs, de l'affaiblissement actuel du mouvement ouvrier, de l'absence d'un événement comme la première guerre mondiale qui a préparé à l'époque les esprits à la violence de masse, le fait que les fascistes construisent un mouvement de masse est moins probable. Ils pourraient se contenter de mettre l'appareil d'État au service de leur politique de régénération nationale.

Mais il y a une différence entre arriver au pouvoir et prendre le pouvoir⁵. Vu que le projet fasciste est partiellement autonome de celui de la bourgeoisie⁶, jusqu'au bout de leur règne, les fascistes ont dû maintenir des institutions parallèles (milices, mouvement de jeunesse, clubs de loisirs,

syndicats...) pour mater les menues résistances des institutions bourgeoises et s'assurer de leur pleine collaboration au projet fasciste. « En Italie, le parti fasciste doubla tous les niveaux d'autorité publique d'une agence du parti : les chefs locaux du parti flanquaient les maires désignés (podestà), les secrétaires régionaux de parti (federale) flanquaient les préfets, la milice fasciste flanquait l'armée, et ainsi de suite », décrit l'historien Robert O. Paxton.

Tant que la situation n'est pas mûre et que certaines des conditions énumérées plus haut ne sont pas remplies, les fascistes ne peuvent pas se permettre de tomber le masque. C'est comme ça qu'il faut analyser la situation italienne actuelle. Meloni, qui est pourtant une authentique fasciste, doit pour le moment se contenter de gouverner comme une réactionnaire classique pour garder le soutien de la bourgeoisie et ne pas effaroucher sa base sociale qui n'est pas encore prête au retour de la violence fasciste. Mais gardons en tête que les choses peuvent aller très vite. En Italie, seulement trois ans se sont écoulés entre la création des faisceaux de combat et l'accession au pouvoir de Mussolini.

Le RN, lui aussi, s'il veut mettre en place son projet fasciste le moment venu, aura besoin de mettre les foules en mouvement pour l'imposer dans la rue et les institutions.

Perturbation de lectures drag, syndicats de parents d'élèves réactionnaires qui mettent la pression sur les enseignants, campagnes d'affichage anti-islam, têtes de cochons et tags racistes devant le domicile de personnes racisées, attaque d'un centre LGBT ou de locaux militants, agressions physiques (allant jusqu'au meurtre) de minorités ou de militant-es... Ces actions d'intimidations plus ou moins violentes et organisées qui se multiplient déjà pourraient se systématiser si le RN décidait de les encourager ouvertement. Pour l'instant les fascistes sont forts dans les médias et les institutions mais leur base militante est encore faible bien qu'en progression⁷.

Si le RN arrive à construire un mouvement de masse, cela signifierait l'écrasement de tous nos espaces d'organisation et des minorités.

A quoi ressemblera le fascisme du XXI^{ème} siècle ?

Plutôt qu'un mouvement de masse en uniforme, centralisé et étiqueté RN, le mouvement de masse fasciste de demain prendra peut-être des formes plus rhizomatiques et informelles : un réseau de collectifs de différentes natures (ponctuels ou éphémères, thématiques ou généralistes, locaux ou nationaux) qui malgré leurs différences se placent sous le patronage politique du RN sans forcément en être membres. Le RN pourrait se contenter d'encourager les révoltes réactionnaires sans en assumer directement la responsabilité à l'image de ce qu'a fait Trump avec le Capitole.

Cette tendance est déjà en germe. En 2018, une militante de Génération identitaire explicitait la division du travail implicite qui structure leurs rangs : « Le FN fait son taf, c'est la politique. Et nous c'est la rue ». Les fachos, qu'ils soient isolés ou déjà organisés, savent qu'ils ont besoin d'un parti pour donner un débouché politique à leurs colères éparses. Et le RN s'est imposé comme le seul à même d'unir et de porter au pouvoir le bloc fasciste. Les fachos l'ont bien compris. Il est urgent que notre camp le comprenne également. Pour s'attaquer au fascisme, il faut viser en premier lieu sa tête et non ses membres (les luttes contre Bolloré ou les groupuscules violents ne devraient pas faire passer la lutte contre le RN au second plan). Et cela passe par l'unité d'action de notre classe car on n'arrêtera pas le rouleau compresseur fasciste avec les seules forces révolutionnaires.

MANU (ST-BRIEUC)

1^{ère} image – Fresque à la mémoire d'Ibrahim Ali, abattu dans les quartiers nord de Marseille par des colleurs d'affiche du FN

1–<https://linsoumission.fr/2024/05/07/gud-neonazi-m-portrait/>

2–<https://www.youtube.com/watch?v=B45SjXMYLKg>

3–<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article3308>

4–Risque que les élus RN mettent de côté leur projet de départ pour maintenir leurs avantages

5–Dans le livre référence "Fascisme en action", l'historien Robert O. Paxton explique qu'Hitler et Mussolini sont arrivés au pouvoir via des gouvernements de coalition et qu'il leur a fallu entre plusieurs mois et plusieurs années pour obtenir les pleins pouvoirs

6–<https://www.autonomiedeclassede.org/antifascisme/existe-t-il-un-danger-fasciste-en-france/>

7–Le RN revendique 100 000 adhérent-es et le journaliste Sébastien Bourdon estime que les militants d'extrême-droite radicale sont en progression ces dernières années (environ 10 000 en France). Ce chiffre n'inclut pas par exemple les 15 000 membres de la Coordination Rurale, syndicat agricole fasciste, ni les 25 000 membres revendiqués de l'UNL.



MANIFESTATION DU 10 MAI QUEL BILAN POUR LES STRATÉGIES ANTIFASCISTES?

*Le 10 mai dernier, un millier de fascistes a défilé dans les rues de Paris. Quels bilans pour construire une stratégie antifasciste pour gagner ?
Le C9M rassemble chaque année les fachos les plus radicaux de France et d'Europe.*

Le 9 mai 1994, Sébastien Deyzieu, militant à l'Œuvre française, meurt après des affrontements avec la police lors d'une manifestation fasciste organisée par le GUD et les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires.

Le jour même, le Comité du 9 Mai est créé notamment par le GUD et le Front National de la Jeunesse et appelle à une manifestation. Depuis, il commémore chaque année la mort de leur camarade par une parade fasciste. La réussite de ces manifs est inégale, en particulier pendant les années 2000, où de larges mobilisations antifascistes ont lieu et empêchent même parfois leur tenue¹.

Depuis 2023, cette date est en dynamique. La participation augmente (300 en 2023, 600 en 2024, 1000 en 2025).

Il s'agit des franges les plus radicales des groupuscules d'extrême-droite, mais leurs liens avec le FN/RN ne sont pas à prouver². Il ne faut donc pas tomber dans le panneau de la dédramatisation : même si le RN ne participe pas au C9M, ce rendez-vous n'est pas marginal, mais une des occasions pour le parti fasciste de bâtir un mouvement de masse.

Dans notre camp, pas de mobilisation depuis plusieurs années, mais en 2024, les groupes antifas réunissent une large frange de la gauche dans un cadre unitaire pour appeler à la tenue d'un Village Antifasciste, place du Panthéon, à un kilomètre de la manif, avec l'objectif de battre les fascistes sur le terrain des médias et des idées.

Construire une contre-manifestation, reprendre la rue aux fascistes.

En 2025, le cadre unitaire re-tente l'initiative du Village. Mais l'AG Antifa Paris 20 initie une autre stratégie, organiser une manifestation pour empêcher celle des fascistes.

Elle s'appuie sur ces arguments : le danger fasciste est réel, l'extrême-droite partisane est en dynamique, elle n'est pas encore dotée d'un mouvement de masse mais cherche à le construire. Donc notre tâche en tant qu'antifascistes doit être : empêcher systématiquement ce mouvement de masse de se développer, reprendre la rue aux fachos, casser leur confiance pour les affaiblir³.

Et ce qui a donné la conviction concrète que ce type de riposte est possible, c'est la dynamique du mouvement antiraciste et antifasciste ces derniers mois : la radicalité du collectif des Jeunes de Belleville et de leurs soutiens, la massivité des mobilisations du 22 mars⁴, la manifestation contre l'irruption du GUD dans le 20ème⁵, les centaines de milliers de

manifestant-es de l'été 2024 contre l'arrivée du RN à l'Assemblée, la liesse populaire lors de la mort de JM Le Pen.

À l'inverse, le défaitisme porté par le Village illustre une déconnexion du mouvement et des possibilités qu'il démontre.



Une mobilisation dynamique

La participation aux assemblées ouvertes de construction de la mobilisation confirme la niaque du mouvement antiraciste et antifasciste. Elles ont pu rassembler jusqu'à 80 personnes de Paris et d'IDF.

L'appel est rapidement signé par d'autres organisations. Écolos, féministes, antiracistes et en particulier la Marche des Solidarités et la CSP 75. Cette implication fait suite à leur place motrice dans de nombreuses mobilisations antifascistes massives récentes (comme le 1er mai 2023 au Havre ou le 22 mars).

Des groupes de tractages et collages s'organisent dans le 20e, 19e, 18e, 10e, à Saint-Denis, Pantin, Les Lilas, parfois en lien avec les collectifs historiques de ces quartiers. Ça diff dans les rues, aux métros, dans les marchés et sur les fachs. Les initiatives fleurissent : impression de stickers, cinétract dont le visionnage atteint le demi-million de vues. Ça s'organise par en-bas et y'a un écho pour ça.

Malgré l'unité construite au cours de cette campagne - une unité politique construite autour d'une stratégie "marcher sur les fachos", la confiance n'a pas été gagnée jusqu'au bout mais est restée fragile.

Va-et-vient de la confiance

Plusieurs arguments sont répétés contre l'idée d'une manifestation. Ils sont portés par le cadre organisateur du Village, mais s'entendent aussi dans les assemblées qui visent à construire la manif. C'est pas étonnant, ils se basent sur des théories et un manque de confiance qui dominent dans notre classe.

Voilà ceux qui nous semblent principaux et à l'image des contradictions stratégiques au sein du mouvement antifasciste :

Pas besoin de battre les fachs dans la rue, on peut le faire dans les idées des gens, gagner "l'opinion publique" contre les idées d'extrême-droite, en proposant une alternative de gauche. C'est une conséquence de l'analyse de la "fascisation" : Si on pense que le capitalisme dérive mécaniquement vers le fascisme, alors on cesse de considérer quelques centaines de néo nazis qui défilent dans les rues comme des acteurs déterminants du danger fasciste⁶. Cette analyse aboutit à 2 stratégies différentes : vaincre le fascisme soit sur le terrain électoral, soit dans une bataille de contre-hégémonie. Dans les deux cas, organiser un gros événement unitaire et en faire parler dans les médias serait la chose à faire.

Une manif : trop dangereux. Les fascistes sont terrifiants et dangereux, c'est vrai. Mais attention à ne pas faire un déni de notre nombre et de notre force. Aujourd'hui dans la rue, notre camp est plus

fort, il pose le rapport de force, dit plus haut. Il faut construire la riposte tant qu'il en est encore temps. Si le souci de la sécurité est important, il a parfois relégué celui du "comment mobiliser" en seconde place. Il a par exemple été inscrit sur les tracts et affiches, la recommandation de ne pas se déplacer seul-e à la manifestation, ce qui ne donne pas la confiance en la possibilité d'une mobilisation massive.

Le plus important, c'est la gauche unie ?

Certain-es camarades et certaines organisations ont été gagnées par l'idée de manifestation. Iels ont pourtant refuser s'y engager, craignant de "briser le cadre unitaire" (organisateur du village). Mais on parle de quelle unité ?



Construire une unité qui permette l'action

L'unité dont on a besoin face aux fachos doit être une unité d'action de toute la classe. Le rapport de force nécessaire pour éradiquer le danger fasciste se doit d'être réel -faire bloc dans la rue-. Ça doit aussi être une unité politique : il faut généraliser les mots d'ordres (antifascistes et antiracistes notamment) qui permettent à la classe de faire bloc en tant que telle.

L'unité des organisations n'est pas un objectif en soi. Elle est une composante d'une stratégie plus large, qui espère

gagner par la mise en mouvement du maximum des diverses fractions de la classe autour d'objectifs politiques clairs. Pour gagner contre les fachs, il nous est impératif de construire l'unité de notre camp, mais sans mettre de côté les débats stratégiques.

Il faut reconnaître que la stratégie du village antifasciste n'a pas construit le mouvement antifasciste, mais l'a fait reculer. Y'a 20 ans encore ça gueulait "Le fascisme ça s'écroule dans l'oeuf", aujourd'hui il est apparemment admis que peuvent coexister à 2 rues l'une de l'autre kermesse de gauche et parade nazie. La seule mobilisation du 10 mai ayant construit le mouvement antifasciste a été la contre-manifestation. Ses mots d'ordres (la base: on s'oppose aux fascistes) et ses modalités (l'auto-organisation) ont mené à ce que des centaines d'antifascistes s'organisent et se lancent dans le rapport de force.

Les camarades du village gagnés par l'idée de contre-manifestation auraient dû insister dans le cadre "unitaire" pour la construire. Face au refus des plus bornés des bureaucrates, iels auraient dû quitter le cadre "unitaire" pour construire le mouvement.

Au lieu de quoi, la question de l'unité pour quoi faire ne s'est pas posée à fond, et on en est rendu à une fétichisation de l'unité pour l'unité, à tout prix. Et l'objectif principal, empêcher les fascistes

de prendre la rue et de créer un mouvement de masse, a été perdu.

Considérations pour continuer dans la lancée

1/ La stratégie d'un antifascisme ouvert, qui fait masse et a pour objectif d'empêcher les fascistes de défilé à une audience. On a vu qu'il y avait une envie partagée de construire ce genre de mobilisation qui prend au sérieux le danger des fascistes. Les fachos ont été harcelés par plusieurs centaines de personnes tout au long de leur parcours. Considérant l'interdiction de la manif et la division village/manif, c'est beaucoup⁷.

2/ La coexistence des 2 mobilisations n'a pas empêché le CgM d'avoir lieu. Elle a cependant cristallisé les débats autour des stratégies antifascistes. Ces débats existaient déjà⁸, mais ils sont désormais ouverts de manière plus claire à une partie de notre classe, qui doit maintenant s'en emparer pour les résoudre.

Ne pas lâcher, on réussira à marcher sur les fachos!

À A2C, on défend qu'il faut écraser le fascisme dans l'oeuf et que ça passe par les confronter là où ils s'organisent.

Les débats autour du 10 mai nous paraissent symptomatiques des divergences stratégiques au sein de la lutte antifasciste. L'urgence nous impose de les dépasser au plus vite, pour bâtir une unité d'action.

Pour ça, il est nécessaire :

-de tenir des bilans politiques de ce genre de mobilisation, à grande échelle, avec l'ensemble des organisations et des militant-es de notre camp,

pour dialoguer toutes ensemble et avancer vers une véritable unité, d'action cette fois.

-de continuer à porter des initiatives antifascistes sur ces bases : empêcher les fascistes de prendre la rue est vital, le faire est possible, nos mouvements nous le montrent, et c'est l'affaire de toutes, et non d'une poignée d'antifascistes spécialistes. Car c'est seulement dans la lutte qu'on peut débattre et faire avancer nos stratégies.

LOU (MARSEILLE), ET EMIL (PARIS 20)

1—Pour plus de détails sur les mobilisations fascistes et antifascistes

depuis 1994, voir cet article de LaHorde <https://lahorde.info>

Histoire-et-actualite-des-mobilisations-du-9-mai

2—Voir entre autres le dossier "La GUD connection dans les coulisses du

RN" sur Mediapart <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/la-gud-connection-dans-les-coulisses-du-rn>

3—Pour lire ces arguments plus développés, voir la brochure d'A2C

4—"Comprendre le fascisme pour mieux le combattre" disponible sur

notre site <https://www.autonomiedeclasser.org/revue-da2c/brochure-comprendre-le-fascisme-pour-mieux-le-combattre-version-actualisee/>

5—Voir "Après les manifestations du 22 mars :

quelle stratégie contre le racisme ?" sur notre site

<https://www.autonomiedeclasser.org/antiracisme/apres-les-manifestations-du-22-mars-quelle-strategie-contre-le-racisme/>

6—Voir "Retour : Manifestation antifasciste dans le 20ème" sur

notre site <https://www.autonomiedeclasser.org/retours-militants/retour-manifestation-antifasciste-dans-le-20eme/>

7—Pour une critique plus complète de la théorie de la fascisation et

des stratégies qui en découlent, lire sur notre site "Doit-on parler de

fascisation?" <https://www.autonomiedeclasser.org/antifascisme/doit-on-parler-de-fascisation/>

Pour un retour factuel de la manifestation, voir le post sur notre

Instagram https://www.instagram.com/p/DJlvHzyi2AC/?utm_source=ig_web_copy_link&igsh=MzRlODBiNWFlZA==

Voir l'article "De quel antifascisme avons-nous besoin?"

dans la brochure "Comprendre le fascisme pour mieux le

combattre" <https://www.autonomiedeclasser.org/revue-da2c/brochure-comprendre-le-fascisme-pour-mieux-le-combattre/>

FESTIVAL D'A2C, PLÉNIÈRE ANTIFASCISTE : LA STRATÉGIE DU FRONT UNI

Voici la stratégie défendue par Trotsky dans les années 30 : la construction d'un front uni des travailleurs contre le fascisme. Il n'est pas question ici d'un confortable accord électoral. C'est plutôt l'idée d'une unité d'action de la classe ouvrière, sur les lieux de travail et dans les rues contre les fascistes. C'est parce que cette unité d'action n'a pas été construite qu'Hitler a pu arriver au pouvoir dans les années 30. C'est cette stratégie qu'on a essayé de mettre en œuvre à de nombreuses occasions. Dans les années 70, le National Front était une organisation fasciste de masse. On les a combattus en tractant, en tenant des meetings mais aussi en les confrontant physiquement dans la rue. On a lancé l'Anti Nazi League avec des syndicalistes, des membres du Social Democratic Party et du Labour Party, pour confronter les nazis. On les a réduits en poussière.

La menace fasciste se nourrit du racisme développé par les partis non-fascistes. Les sociaux-démocrates parlent la langue de l'extrême-droite. Mais on ne peut pas restreindre le front uni à seulement ceux rejettent la sociale-démocratie.

Nous avons besoin de l'unité de combat de tous ceux qui sont prêts à agir contre le racisme et le fascisme. L'enjeu est toujours le nombre.

Ceux, anarchistes et prétendus trotskystes, qui disent qu'on ne peut s'unir qu'avec des révolutionnaires, appliquent la politique de Staline. C'est lui qui a dit que la social-démocratie était l'aile gauche du fascisme, que sociaux-démocrates et les nazis étaient frères jumeaux. Cet échec à pouvoir s'unir dans l'action a mené à Auschwitz. Il est scandaleux que cette connerie soit encore défendue. Aujourd'hui, cela signifierait le meurtre de masse de musulmans et d'autres. C'est pourquoi nous avons besoin d'un front uni, et d'y argumenter sur comment battre les fascistes et le Capitalisme. Cet argument gagné, nous pourrions repousser les fascistes, mais aussi construire la base d'une offensive contre les conditions qui produisent le racisme et le fascisme. De l'antifascisme à l'anti-capitalisme, jusqu'à la révolution.

CHARLIE KIMBER, SWP

VIDÉO DU
FESTIVAL
D'A2C SUR
LE SUJET





POURQUOI LE MARXISME ?

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. (...) Oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte. »

Voilà comment commence le *Manifeste du parti communiste* de Marx.

Si l'on définit par marxisme toutes les expériences, luttes et analyses développées sur la base des écrits de Marx, alors le marxisme est la théorie de la lutte contre le capitalisme, la théorie de la révolution.

Le marxisme est la théorie de la lutte contre le capitalisme, la théorie de la révolution

Révolutionnaire

Les idéologues dominants ne nient pas qu'il existe une histoire. Mais cette histoire s'arrête au capitalisme qui, quels que soient ses défauts, serait l'organisation sociale « naturelle », celle qui correspondrait le mieux à ce qui serait la « nature humaine ».

Pour Marx, le capitalisme, en tant que société de classes, peut et doit être dépassé.

L'histoire est faite par les êtres humains sur la base de leurs intérêts matériels et non par de grands principes, le progrès, la raison, la civilisation...

À rebours des livres qui résument l'histoire à celle des grands hommes, rois, reines, intellectuels, présidents, etc., l'histoire selon Marx est faite par les grandes masses.

Le marxisme est la théorie qui montre que la révolution est non seulement nécessaire mais surtout qu'elle est possible.

Bases matérielles

C'est la simplicité évidente du point de départ de Marx qui est subversive : toute société humaine s'explique d'abord par la manière dont les êtres humains s'organisent pour produire ce dont ils et elles ont besoin. Cette organisation est fonction des conditions naturelles et des connaissances et moyens disponibles pour en utiliser les ressources (moyens de production et formes de coopération, ce que Marx a appelé forces productives).

Il a fallu des milliers d'années à l'humanité pour développer des connaissances, des techniques et des formes d'organisation capables de dépasser la production de moyens de survie immédiate (cueillette, chasse...).

Il y a 10 000 ans, de nouvelles formes de subsistance (culture, élevage) permirent la production d'un surplus. L'existence matérielle de ce surplus a entraîné le développement d'une couche sociale, détachée de la production directe, vouée à la « gouvernance » de ce surplus et en vivant.

Il fallut encore des milliers d'années pour que cela provoque une réorganisation profonde des

rapports sociaux et une division de la société en classes aux intérêts antagonistes.

La minorité vivant du travail de la majorité s'est mise à identifier ses intérêts propres, l'extraction d'une part plus importante des produits du travail, avec l'intérêt général. Marx appelle cette extraction du surplus, l'exploitation.

Commence alors cette phase décrite par le *Manifeste* où l'histoire devient l'histoire des luttes de classes.

Lutte de classe, histoire et révolution

Un philosophe allemand, Hegel avait écrit que la contradiction est « à la racine de tout mouvement et de toute vie », la seule réalité est le changement, le mouvement.

Pour Marx le mouvement de l'histoire est le produit des contradictions de classe qui mènent au conflit permanent, « tantôt ouvert, tantôt caché » entre la minorité vivant du surtravail et les producteurs et productrices.

Et, « à un certain niveau de leur développement, les forces productives [découvertes technologiques, « amélioration » de l'organisation du travail... – DG] entrent en conflit avec les rapports de production existants [la division en classe correspondant – DG]. (...) De formes de développement des forces productives, ces rapports en deviennent des entraves. »

Le capitalisme est un exemple extrême de ce développement. La pression à l'accumulation du capital, la division du travail ont permis un développement prodigieux de la production et des techniques. Mais ce sont aujourd'hui les mêmes impératifs du capital qui font que la surproduction côtoie la famine ou que des moyens considérables de contrôle, de surveillance et de répression sont développés pour empêcher des millions d'êtres humains d'utiliser les prodiges technologiques permettant de se déplacer sur toute la planète...

C'est alors, dit Marx, que la société entre dans des crises profondes, économiques, sociales et politiques, situations qui ne peuvent être résolues positivement que par la transformation révolutionnaire de la société c'est-à-dire le renversement de l'organisation sociale existante et de la classe sociale qui en bénéficie et la défend.

Lutte politique

L'organisation sociale ne se réduit pas aux rapports de production. Marx explique comment se construit, sur cette base, tout un édifice social, politique, militaire, idéologique « à quoi répondent des formes déterminées de la conscience ». Édifice dont l'institution centrale est l'État et qui assure la reproduction du système.

Il s'ensuit que la lutte de classe n'est pas une lutte limitée aux rapports de production. Elle prend la forme de luttes idéologiques, politiques, de luttes contre l'État...

À celles et ceux qui – déjà ! – réduisaient le marxisme à l'économisme, le compagnon de Marx, Engels expliquait : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette

position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde. »

La folie du capitalisme

Dans tous les systèmes qui ont précédé le capitalisme le travail était destiné à la consommation, fût-elle celle des exploités. Marx explique ainsi que sous le féodalisme l'exploitation était limitée par « les parois de l'estomac du seigneur » (entretien de la cour, levée d'une armée...).

Mais une fois que les « besoins » étaient couverts, il n'y avait pas de pression pour produire davantage.

Sous le capitalisme, le profit n'est pas orienté essentiellement vers la consommation – soit-elle celle des capitalistes. Il est évident que Bernard Arnault ou Elon Musk ne vivent pas du tout comme nous. Il n'en reste pas moins que l'essentiel des profits de leurs entreprises est dirigé vers l'investissement ou les marchés financiers dans le but de créer plus de profit. Marx nomme ce processus l'accumulation du capital.

Augmenter constamment les profits pour pouvoir les réinvestir dans de nouveaux moyens de production, de nouvelles technologies et machines est indispensable pour augmenter la productivité et assurer la compétitivité vis-à-vis des capitalistes concurrents.

D'où le cycle infernal de la pression à l'accumulation, à l'augmentation permanente du taux d'exploitation.

« Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise ».

Bases pour un autre système

L'accumulation sans limites explique le dynamisme du capitalisme. C'est le premier système dans l'histoire de l'humanité à avoir tellement développé les richesses, ou la capacité à les produire, qu'il n'existe aucune raison à la misère, à la faim, à la pauvreté. Pendant des milliers d'années des êtres humains sont morts parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture. Sous le capitalisme des gens meurent de faim parce qu'il y a trop de nourriture.

Il existe aujourd'hui les bases matérielles pour une organisation sociale qui ne soit plus déterminée par la lutte pour la survie, pour passer « du règne de la nécessité à celui de la liberté », ce qu'on peut appeler le communisme.

Le capitalisme a développé une autre base pour une société sans classe. La classe ouvrière est en effet la première classe exploitée de l'histoire de l'humanité à avoir été totalement dépossédée des moyens de production. Les prolétaires sont celles et ceux qui ne possèdent que leur force de travail.

C'est ce qui fait, pour Marx, de la classe ouvrière la classe potentiellement universelle. Car la prise de pouvoir des travailleurs et travailleuses signifie l'organisation de la production – et donc de toute la société – sur une base collective et la disparition des classes sociales.

Système en crise

Les mêmes raisons qui expliquent le dynamisme du capitalisme le poussent vers des crises non seulement régulières mais aussi de plus en plus profondes.

La production capitaliste combine la planification de la production avec l'anarchie du marché. Il faut une division du travail très poussée et une planification très précise pour la production et l'assemblage d'un ordinateur, d'une voiture ou d'un téléphone. Par contre la concurrence règne entre différents groupes et il n'y a pas de planification entre différentes branches, entre la production et le marché du travail, l'approvisionnement en matière première ou l'apport de capitaux. Ce qui fait que la chaîne globale du capitalisme entre dans des crises régulières.

Mais s'ajoute à cela le fait que ces crises sont de plus en plus profondes. L'accumulation du capital, poussée par la concurrence entre capitaux, amène les capitalistes à investir de plus en plus dans de nouvelles technologies et de nouvelles machines pour augmenter la productivité. Cette augmentation de la part relative des machines dans le capital, au détriment de la force du travail, provoque ce que Marx appelle la baisse tendancielle du taux de profit. Cette baisse des taux de profits est à la base des crises de plus en plus profondes qui ébranlent tout le système politique.

Cette double dynamique du capitalisme a amené Engels et la révolutionnaire polonaise Rosa Luxemburg à parler de l'alternative, socialisme

ou barbarie. La barbarie porte aujourd'hui les noms de génocide, guerre, fascisme et catastrophe environnementale.

L'émancipation

Le mot d'ordre sans doute le plus connu de Marx est « *l'émancipation des travailleur-euses sera l'œuvre des travailleur-euses elleux-mêmes* » qu'il nous faut impérativement féminiser.

Condensé de toute l'analyse de Marx c'est aussi une boussole pour déterminer ou juger toute stratégie révolutionnaire.

D'abord il n'y a pas de fatalisme chez Marx. Son analyse de l'histoire et du capitalisme ne détermine aucun but : socialisme ou barbarie. Les êtres humains ne choisissent pas les conditions dans lesquelles ils et elles font l'histoire. C'est bien pour cela qu'il faut s'efforcer de connaître et comprendre au mieux ces conditions. Mais ce sont eux et elles qui font l'histoire : l'issue de la lutte de classe ne peut être déterminée que par les classes elles-mêmes, leur niveau de conscience, d'organisation, de détermination.

Ensuite la classe ouvrière ne peut obtenir son émancipation de l'extérieur : l'émancipation des travailleurs et des travailleuses ne sera pas l'œuvre d'une minorité, d'un parti, d'un bon gouvernement ou d'un État, elle sera l'œuvre de dizaines de millions, de centaines de millions de travailleurs et de travailleuses. Marx a écrit que la révolution n'était pas seulement nécessaire pour changer

les structures sociales et politiques. « *Elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles.* »

DENIS GODARD (PARIS 20)

À lire :

Pour commencer avec Marx (sur marxists.org) : *Le Manifeste du parti communiste*

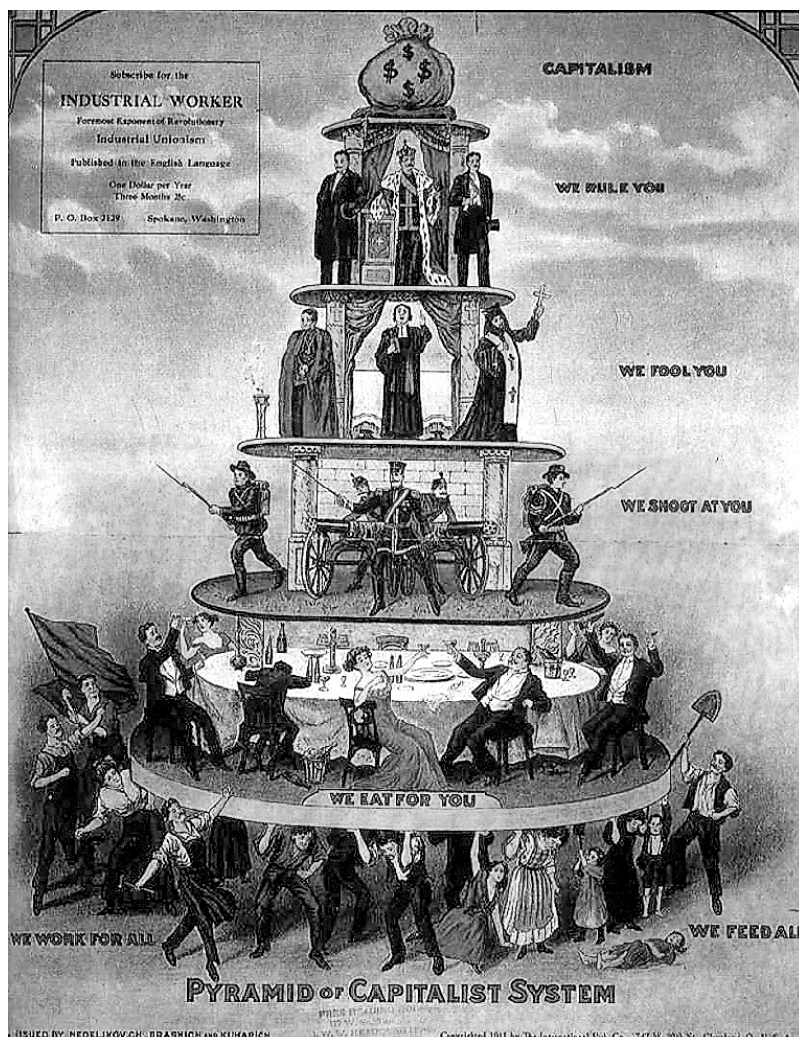
Travail salarié et Capital
Salaires, prix et profits

Une bonne introduction des idées de Marx :

Alex Callinicos, *Les idées révolutionnaires de Karl Marx*, éditions Syllepse

Un livre magistral sur l'histoire :

Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*, éditions La Découverte





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

18

SEPTEMBRE 2025

ÉDITO : NOUS SOMMES TOU-TES DES SECTEURS STRATÉGIQUES

A2C, PAGES 3-4

POURQUOI CETTE REVUE, POURQUOI CE SOMMAIRE ?

LE GROUPE REVUE, PAGE 5

USA : LA JOURNÉE SANS IMMIGRÉ-ES L'EMPORTAIT

VICTOR FERNANDEZ (MARX 21, LOS ANGELES),
PAGES 6-7

RACISME ET CAPITALISME

MERIEM (PARIS 20E), PAGES 8-10

QUEL SYNDICALISME POUR ORGANISER NOTRE CLASSE ?

NICOLAS VERDON (PARIS 20ÈME), PAGES 11-13

GAZA : DE LA SOLIDARITE MASSIVE A LA GREVE POLITIQUE

YASSINE (MARSEILLE), PAGES 14-15

LA CLASSE OUVRIÈRE DU NORD PROFITE-T-ELLE DE L'EXPLOITATION DU SUD ?

DANI. ET HUGO, (TOULOUSE), PAGES 16-18

LE VALIDISME, PILIER DU CAPITALISME ?

AHMED HAMMAD (A2C TOULOUSE), PAGES 19-21

MANIFESTATION DU 10 MAI, QUEL BILAN POUR LES STRATÉGIES ANTIFASCISTES ?

LOU (MARSEILLE) ET EMIL (PARIS 20), PAGES 22-23

LE RN A-T-IL RENONCÉ À LA VIOLENCE ?

MANU (ST-BRIEUC), PAGES 24-26

POURQUOI LE MARXISME ?

DENIS GODARD (PARIS 20E), PAGES 28-30

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 31

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

